

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 avril 2024

PROJET DE LOI
**relatif aux Centres de Prise en charge
des Violences Sexuelles**

Rapport

fait au nom de la commission
de la Santé et de l'Égalité des chances
par
Mme **Séverine de Laveleye**

Sommaire	Pages
I. Exposé introductif.....	3
II. Discussion générale.....	3
III. Discussion des articles et votes.....	28

Voir:

Doc 55 **3917/ (2023/2024)**:
001: Projet de loi.

Voir aussi:
003: Texte adopté par la commission.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 april 2024

WETSONTWERP
**betreffende de Zorgcentra
na Seksueel Geweld**

Verslag

namens de commissie
voor Gezondheid en Gelijke Kansen
uitgebracht door
mevrouw **Séverine de Laveleye**

Inhoud	Blz.
I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Algemene bespreking.....	3
III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen.....	28

Zie:

Doc 55 **3917/ (2023/2024)**:
001: Wetsontwerp.

Zie ook:
003 Tekst aangenomen door de commissie.

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Roberto D'Amico

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Mieke Claes, Kathleen Depoorter, Frieda Gijbels
Ecolo-Groen	Séverine de Laveleye, Laurence Hennuy, Kathleen Pisman
PS	Patrick Prévot, Hervé Rigot, Laurence Zanchetta
VB	Steven Creyelman, Dominiek Snelpe
MR	Daniel Bacquelaine, Caroline Taquin
cd&v	Nawal Farih
PVDA-PTB	Roberto D'Amico
Open Vld	Robby De Caluwé
Vooruit	Karin Jiroflée

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Björn Anseeuw, Tomas Roggeman, Darya Safai, Valerie Van Peel
Barbara Creemers, Louis Mariage, Simon Moutquin, Eva Platteau
Chanelle Bonaventure, Jean-Marc Delizée, Sophie Thémont
Nathalie Dewulf, Kurt Ravyts, Hans Verreyt
Michel De Maegd, Benoît Piedboeuf, Florence Reuter
Nathalie Muylle, Els Van Hoof
Sofie Merckx, Nadia Moscufo
Tania De Jonge, Goedeke Liekens
Gitta Vanpeborgh, Kris Verduyck

C. — Membres sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigde leden:

Les Engagés	Catherine Fonck
DéFI	Sophie Rohonyi

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi, qui a obtenu l'urgence le 21 mars 2024, au cours de sa réunion du 27 mars 2024.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

Mme Marie-Colline Leroy, secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, adjointe au ministre de la Mobilité, parcourt les grandes lignes du projet de loi.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Questions et observations des membres

Mme Kathleen Depoorter (N-VA) indique que la secrétaire d'État poursuit le travail des anciennes secrétaires d'État Elke Sleurs et Zuhail Demir. Celles-ci avaient instauré une nouvelle forme de prise en charge des victimes de violences sexuelles. Le gouvernement a effectivement consenti des efforts pour créer davantage de Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles (CPVS).

L'intervenante exprime sa déception à propos de la genèse du projet de loi à l'examen. Les acteurs des soins de santé ont été associés tardivement aux travaux. Il est très préoccupant de constater que le volet policier ait pris le pas sur le volet soins des patients. Personne dans les cabinets compétents n'a pris le temps d'examiner le projet de loi sur le terrain avec les acteurs du secteur des soins de santé. Après que la secrétaire d'État a été interpellée en séance plénière, certaines observations ont été prises en compte.

Le projet de loi ne traite que des violences sexuelles avec contact physique. Les définitions des notions de violences sexuelles en phase aiguë, post-aiguës et non aiguës inquiètent toujours. La secrétaire d'État a-t-elle déjà pris connaissance des recommandations de la commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le traitement des abus sexuels commis au sein et en dehors de l'Église concernant les abus historiques et le rôle des CPVS?

Les CPVS n'ont pas vocation à devenir un service hospitalier. L'intervenante émet des réserves à ce sujet.

Une collaboration étroite avec des médecins spécialistes et avec les différents services de l'hôpital est prévue afin d'assurer les soins médicaux qui ne peuvent

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp, waarvoor de urgentie werd bekomen op 21 maart 2024, besproken tijdens haar vergadering van 27 maart 2024.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

Mevrouw Marie-Colline Leroy, staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit, toegevoegd aan de minister van Mobiliteit, overloopt de hoofdlijnen van het wetsontwerp.

II. — ALGEMENE BESPREKING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

Mevrouw Kathleen Depoorter (N-VA) stelt dat de staatssecretaris het werk van de voormalige staatssecretarissen Elke Sleurs en Zuhail Demir voortzet. Zij introduceerden een vernieuwende vorm om met slachtoffers na seksueel geweld om te gaan. Er worden door de regering inderdaad meer inspanningen gedaan om te komen tot meer Zorgcentra na Seksueel Geweld (ZSG's).

De spreker is teleurgesteld over de totstandkoming van het voorliggende wetsontwerp. De zorgactoren werden laattijdig betrokken bij de werkzaamheden. Er is grote bezorgdheid dat de zorgfactor van de patiënten niet meer centraal staat maar dat het politieke luik de bovenhand haalt. Niemand van de bevoegde kabinetten heeft de tijd genomen om het wetsontwerp door te nemen op het terrein met de zorgactoren. Nadat de staatssecretaris in de plenaire vergadering aan de tand werd gevoeld zijn er wel enkele opmerkingen meegenomen.

Het wetsontwerp behandelt enkel *hands-on* seksueel geweld. De omschrijving en bepaling van acuut, post-acuut en niet-acuut seksueel geweld baart nog steeds zorgen. Is de staatssecretaris al op de hoogte van de aanbevelingen die komen vanuit de onderzoekscommissie belast met de aanpak van seksueel misbruik in de kerk en daarbuiten over historisch misbruik en de rol van de ZSG's?

De ZSG's worden geen ziekenhuisdienst. De spreker heeft daar bedenkingen bij.

Er wordt voorzien in een nauwe samenwerking met artsen-specialisten en met de verschillende diensten van het ziekenhuis om het slachtoffer de medische zorg

être offerts à la victime au sein de la structure CPVS, parce que les installations nécessaires y font défaut ou parce que le financement prévu dans le projet de loi à l'examen ne le permet pas. La convention visée à l'article 47 déterminera les soins de santé qui seront financés dans le cadre de la convention et les soins de santé couverts par le financement régulier INAMI. Quels soins seront remboursés ou non dans le cadre de la convention INAMI? Cela ne peut être déterminé par hôpital, mais il faut procéder de manière identique dans chaque CPVS. Quels sont les critères utilisés pour les signalements pendant la phase aigüe, la phase post-aigüe et la phase non-aigüe, et quel est le financement lié? Est-il d'ailleurs nécessaire de prévoir des dispositions distinctes pour les mineurs?

Lorsqu'une victime reçoit uniquement des soins de santé dans la structure CPVS, l'élément principal de la question relève de la compétence fédérale en matière de prestations de maladie et d'invalidité.

En effet, c'est le Comité de l'assurance du Service des soins de santé de l'INAMI qui conclut une convention avec l'hôpital pour le financement de son rôle en tant que partenaire dans le CPVS. C'est dans le cadre du financement spécifique par le biais d'une convention avec le Comité de l'assurance que l'hôpital prend en charge les missions en tant que partenaire d'un CPVS. Cela signifie-t-il que la victime ne porte pas plainte à ce moment-là? L'intervenante demande des précisions à ce sujet.

Les sages-femmes diplômées après le 1^{er} octobre 2018 en vertu de l'article 45, § 2, alinéa 2 de la LEPS ne peuvent réaliser les prestations techniques infirmières et les actes médicaux confiés relevant de l'art infirmier que dans le domaine de l'art obstétrical, du traitement de la stérilité, de la gynécologie et de la néonatalogie. Selon Mme Depoorter, on sait pas encore du tout clairement si les sages-femmes diplômées après le 1^{er} octobre 2018 pourront travailler dans un CPVS. Les CPVS eux-mêmes l'ont d'ailleurs déjà signalé à la secrétaire d'État.

Le terme "infirmier CPVS" ne crée pas de nouveau titre professionnel spécial ou de nouvelle compétence professionnelle. L'arrêté royal précise le délai dans lequel l'infirmier CPVS doit avoir suivi la formation. Cette formation n'est pas organisée par les établissements d'enseignement reconnus, mais par l'IEFH. Pourquoi a-t-on décidé que seul l'IEFH assumerait la responsabilité de cette formation? Il y a tout de même de nombreux établissements d'enseignement qui pourraient aussi assurer cette formation et, dès lors, fournir un titre professionnel reconnu.

te verzekeren die niet op de ZSG-afdeling kan worden geboden omdat de noodzakelijke voorzieningen daar ontbreken, dan wel omdat de financiering waarin dit wetsontwerp voorziet zulks niet toelaat. In de in artikel 47 bedoelde overeenkomst zal worden bepaald welke gezondheidszorg wordt gefinancierd op grond van de overeenkomst, en welke gezondheidszorg onder de reguliere RIZIV-financiering valt. Welke zorg wordt wel of niet terugbetaald binnen de RIZIV-conventie? Dit kan niet per ziekenhuis worden bepaald, maar moet wel voor elk ZSG hetzelfde zijn. Welke criteria worden gehanteerd voor acute, post-acute en niet-acute aanmeldingen met de daaraan gekoppelde financiering? Zijn er trouwens afzonderlijke bepalingen nodig voor minderjarigen?

Indien een slachtoffer louter gezondheidszorg op de ZSG-afdeling ontvangt, ligt het zwaartepunt van de aangelegenheid bij de federale bevoegdheid inzake ziekte- en invaliditeitsuitkering.

Het is immers het Verzekeringscomité van de Dienst geneeskundige verzorging van het RIZIV dat een overeenkomst sluit met het ziekenhuis voor de financiering van zijn rol als partner in het ZSG. Het is in het kader van de specifieke financiering via een overeenkomst met het Verzekeringscomité, dat het ziekenhuis de opdrachten als partner van een ZSG opneemt. Betekent dit dat het slachtoffer op dat moment geen klacht indient? De spreekster vraagt verduidelijking.

Vroedkundigen gediplomeerd na 1 oktober 2018 krachtens artikel 45, § 2, tweede lid van de WUG, kunnen enkel technische verpleegkundige verstrekkingen en toevertrouwde medische handelingen uitvoeren binnen het terrein van de verloskunde, de fertiliteitsbehandeling, de gynaecologie en de neonatologie. Volgens mevrouw Depoorter is het nog helemaal niet duidelijk dat vroedvrouwen afgestudeerd na 1 oktober 2018 werkzaam kunnen zijn op de ZSG's. Dit werd trouwens al aan de staatssecretaris gemeld door de ZSG's zelf.

De term "ZSG-verpleegkundige" maakt geen nieuwe bijzondere beroepstitel of beroepsbekwaamheid uit. In het koninklijk besluit wordt bepaald binnen welke termijn de ZSG-verpleegkundige de opleiding dient te hebben genoten. Deze opleidingen worden niet georganiseerd door de erkende onderwijsinstellingen maar door het IGVM. Waarom wordt gekozen voor de piste waarin enkel het IGVM die verantwoordelijkheid voor die opleiding opneemt? Er zijn toch heel wat onderwijsinstellingen die dat wellicht ook aankunnen en die er dan voor zorgen dat een erkende beroepstitel kan worden verleend.

Le Roi peut déterminer les modalités plus précises relatives à la mise à disposition et à l'aménagement de la structure CPVS. Il peut notamment stipuler que l'hôpital doit mettre des locaux supplémentaires à disposition lorsque le nombre de victimes à prendre en charge augmente.

Mme Depoorter se demande si on a fait évaluer la possibilité de mettre des locaux supplémentaires à disposition dans les hôpitaux. L'intervenante a appris que dans le Limbourg, on utilise des conteneurs, qui coûtent 90.000 euros par an. Qui assure le financement lorsque des locaux supplémentaires sont loués?

L'hôpital est responsable de la conservation des traces médico-légales recueillies auprès des victimes de violences sexuelles, soit – si une autorité judiciaire n'intervient à aucun moment – jusqu'à leur destruction conformément aux dispositions du projet de loi à l'examen, soit – si une enquête pénale est en cours – jusqu'à ce que l'autorité judiciaire compétente fasse transférer ces traces médico-légales dans un laboratoire de recherche requis par elle. L'hôpital peut effectuer cette tâche lui-même ou la confier à un tiers. Toutefois, l'hôpital reste responsable des exigences légales en matière de conservation des traces médico-légales et doit veiller à ce que le tiers respecte ces exigences légales.

L'intervenante fait observer que cela pose problème dans les centres opérationnels. Disposent-ils de la capacité suffisante? Un congélateur supplémentaire nécessite un certain budget. A-t-on prévu un budget après 2024? Quel est le prix supplémentaire de ces services essentiels?

Les traces médico-légales qui ont été prélevées sur une victime majeure sont conservées pendant une période de six mois. Selon l'intervenante, ce délai n'est pas tenable. Qu'en pense la secrétaire d'État et quelles mesures prendra-t-elle en vue de respecter malgré tout ce délai?

L'article 25 précise que les médecins et infirmiers CPVS agissant dans la structure CPVS peuvent à la fois prodiguer des soins de santé à la victime et, à la demande du procureur du Roi ou du juge d'instruction, procéder à un examen médico-légal de la victime et en rendre compte. Le cumul de ces deux capacités fait partie de l'essence du fonctionnement des CPVS et est explicitement autorisé par la loi.

L'intervenante estime que c'est très important. Exigera-t-on effectivement que cette norme soit communiquée à chaque victime?

De Koning kan de nadere voorschriften voor de terbeschikkingstelling en de inrichting van de ZSG-afdeling bepalen. Hierin kan hij onder meer bepalen dat het ziekenhuis bijkomende ruimtes ter beschikking moet stellen indien het aantal slachtoffers dat moet worden ontvangen zou toenemen.

Mevrouw Depoorter vraagt zich af of de mogelijkheid voor extra ruimtes werden afgetoetst binnen de ziekenhuizen. De spreker vernam dat er in Limburg in containerunits gewerkt wordt. Deze units kosten 90.000 euro per jaar. Wie financiert dit wanneer er extra ruimte gehuurd wordt?

Het ziekenhuis is verantwoordelijk om de forensische sporen die worden afgenomen bij slachtoffers van seksueel geweld te bewaren, ofwel – indien er op geen enkel moment een gerechtelijke overheid tussenkomt – tot de vernietiging ervan overeenkomstig de bepalingen van dit wetsontwerp, ofwel – indien er een strafonderzoek lopende is – totdat de bevoegde gerechtelijke overheid deze forensische sporen laat overdragen aan een door hen aangesteld onderzoekslaboratorium. Het ziekenhuis kan deze opdracht zelf uitvoeren, dan wel de uitvoering aan een derde toevertrouwen. Het ziekenhuis blijft wel verantwoordelijk voor de wettelijke vereisten inzake de bewaring van de forensische sporen en moet ervoor instaan dat de derde deze wettelijke vereisten naleeft.

De spreker merkt op dat dit voor de centra die operationeel zijn een probleem vormt. Is er wel capaciteit? Een bijkomende vriezer vraagt budget. Is er na 2024 in een budget voorzien? Wat is de bijkomende prijs van deze essentiële diensten?

De forensische sporen die werden afgenomen bij een meerderjarig slachtoffer worden gedurende een periode van zes maanden bewaard. Volgens de spreker is de termijn van zes maanden niet haalbaar. Hoe ziet de staatssecretaris dit en welke stappen zal ze ondernemen om deze termijn toch te realiseren?

Artikel 25 verduidelijkt dat de artsen en ZSG-verpleegkundigen die optreden op de ZSG-afdeling zowel gezondheidszorg aan het slachtoffer mogen verstrekken als op vordering van de procureur des Konings of de onderzoeksrechter een forensisch onderzoek bij het slachtoffer mogen uitvoeren en hierover mogen rapporteren. De cumulatie van deze twee hoedanigheden behoort tot de essentie van de werking van de ZSG en wordt uitdrukkelijk wettelijk toegelaten.

De spreker vindt dit heel belangrijk. Zal effectief geëist worden dat dit standaard wordt meegedeeld aan elk slachtoffer?

Mme Depoorter aborde l'avis relatif au partage d'images intimes. Ces dernières ne peuvent être transférées que sur demande.

Afin de ne pas porter atteinte à la relation de confiance entre la victime et le professionnel des soins de santé, la victime doit être informée du fait que des images intimes peuvent être partagées ou transférées sur demande.

Seul l'IEFM peut mener des recherches scientifiques. L'intervenante renvoie à la p. 98 du projet de loi, qui précise que cela n'empêche pas chaque partenaire de traiter en plus à sa manière les données à caractère personnel qu'il collecte dans le cadre de ses propres objectifs en tant que responsable du traitement. Cela signifie-t-il que l'on peut lancer simultanément des études qui ne vont pas dans la même direction?

La loi à l'examen entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025. L'INAMI sera-t-il prêt pour cette date? L'intervenante estime que cela devient problématique.

Mme Depoorter se demande qui rédigera les prescriptions. Délèguera-t-on cette tâche à des infirmiers et à des sages-femmes?

L'intervenante estime que le rôle de l'IEFH est très important. Depuis 2016, l'IEFH a été désigné officiellement comme l'organe responsable de la coordination, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et mesures belges dans le cadre de la Convention d'Istanbul. L'intervenante doute que cette évaluation soit réalisée par l'IEFH. Qu'en est-il de la coopération avec l'INCC? Quel est son rôle? Quels sont les liens entre l'INCC et l'IEFH? Quelles sont les tâches et responsabilités attribuées à chaque organisation? L'Organe de contrôle de l'information policière a également formulé une observation à ce sujet.

Mme Depoorter estime que l'obligation de prélever des échantillons sur l'auteur devrait être prévue par le projet de loi. Il faut simplement prendre un arrêté royal à cet effet. Pourquoi le gouvernement ne considère-t-il pas comme une priorité que le prélèvement d'échantillons sur l'auteur puisse avoir lieu *de facto* sans qu'il faille attendre une requête du magistrat?

Où en est la cellule Famille-Jeunesse dans les zones de police?

Dans quelle mesure a-t-on prévu des capacités supplémentaires pour la police? Quels moyens ont-ils été prévus? Quelle sont les banques de données policières

Mevrouw Depoorter gaat in op het advies over het delen van intieme beelden. Intieme beelden kunnen enkel op verzoek doorgestuurd worden.

Om de vertrouwensband tussen het slachtoffer en de gezondheidszorgbeoefenaar niet te schaden, dient het slachtoffer op de hoogte te worden gebracht van het feit dat intieme beelden gedeeld kunnen worden of op verzoek doorgestuurd kunnen worden.

Enkel het IGVM mag wetenschappelijk onderzoek verrichten. De spreekster verwijst naar blz. 98 van het wetsontwerp, waar gesteld wordt dat dit niet belet dat elke partner de door hem verzamelde persoonsgegevens daarnaast op zijn eigen manier verwerkt in het kader van zijn eigen doelstellingen als verwerkingsverantwoordelijke. Betekent dit dat er niet-gelijklopende studies worden gelanceerd en dat die naast elkaar kunnen worden gelanceerd?

Deze wet treedt in werking op 1 januari 2025. Zal het RIZIV klaar zijn tegen deze datum? De spreekster ving op dat dit problematisch wordt.

Mevrouw Depoorter vraagt zich af wie de voorschriften zal schrijven. Of wordt er gedelegeerd naar verpleegkundigen en vroedkundigen?

De spreekster vindt de rol van het IGVM wel heel groot. Sinds 2016 werd het IGVM officieel aangesteld als het orgaan dat verantwoordelijk is voor de coördinatie, uitvoering, opvolging en evaluatie van het Belgisch beleid en de maatregelen in het kader van het Verdrag van Istanbul. De spreekster heeft er bedenkingen bij dat de evaluatie door het IGVM wordt uitgevoerd. En wat met de samenwerking met het NICC? Wat is de rol van het NICC? Wat zijn de banden tussen het NICC en het IGVM? Welke verantwoordelijkheden en taken worden aan elke organisatie toegewezen? Ook het Controleorgaan op de politionele informatie heeft daarover een opmerking geformuleerd.

Mevrouw Depoorter mist in het wetsontwerp de verplichting om staalafnames van de dader door te voeren. Het is gewoon een koninklijk besluit dat daarvoor genomen moet worden. Waarom is dit geen prioriteit voor de regering om ervoor te zorgen dat een staalafname bij de dader *de facto* mag gebeuren zonder dat er gewacht moet worden op een verzoekschrift van de magistratuur?

Hoever staat het met de cel jeugd en gezin in de politiezones? Wat is de stand van zaken?

In hoeverre is voorzien in bijkomende capaciteit voor de politie? In welke middelen is voorzien? Welke politionele gegevensbanken worden bedoeld? Is er

visées? Y a-t-il une insécurité juridique concernant la nature contraignante ou non des directives dans les plans d'action? Le Conseil d'État a formulé une observation à ce sujet.

L'intervenante estime qu'il est dommage que l'accent soit mis sur le dépôt d'une plainte. Pour Mme Depoorter, l'aspect des soins est plus important. La secrétaire d'État estime-t-elle avoir suffisamment répondu aux observations formulées par le secteur des soins?

Il est frappant de constater que la secrétaire d'État se donne une grande liberté d'agir au travers d'arrêtés royaux. Discutera-t-elle encore de ces arrêtés avec les acteurs du terrain et avec le Parlement? L'aspect des soins sera-t-il garanti?

Mme Sarah Schlitz (Ecolo-Groen) souligne l'importance du projet de loi à l'examen pour les victimes de violences sexuelles. Un long chemin a été parcouru en ce qui concerne la prise de conscience de l'incidence des violences sexuelles. Il existe aujourd'hui un réseau de CPVS qui dispose d'un financement prévu par la loi. Tout le monde peut être fier du travail accompli.

Le modèle à l'examen est cité en exemple à l'étranger. L'intervenante espère qu'après son adoption, le projet de loi à l'examen pourra servir d'exemple à d'autres pays. Mme Schlitz constate que le bouche à oreille par les victimes de violences sexuelles permet d'accroître la notoriété des CPVS et d'encourager les victimes à recourir, sans appréhension, à ces CPVS.

L'intervenante remercie l'IEFH de s'être engagé pendant de nombreuses années afin de permettre à ces centres de fonctionner et de les accompagner dans leur développement.

Les CPVS collectent les données à caractère personnel des victimes, ce qui leur permet d'affiner les soins dispensés. La Belgique n'a pas toujours obtenu de bons résultats dans ce domaine.

Mme Schlitz salue le travail réalisé sur le terrain. Des agents de police bien formés accueillent les victimes et actent les plaintes. Des psychologues accompagnent les victimes. L'ensemble de la première ligne fournit un travail remarquable et contribue à la réussite des CPVS.

L'intervenante s'enquiert des autres mesures prévues pour pérenniser la réussite des CPVS. Quelles initiatives va-t-on prendre en vue de soutenir, d'accompagner et de former le personnel? Ce sont effectivement ces

rechtsonzekerheid over de al dan niet dwingende aard van de richtlijnen in de handelingsplannen? De Raad van State heeft daar een opmerking over geformuleerd.

De spreker vindt het jammer dat de focus ligt op het indienen van een aangifte. Mevrouw Depoorter gaat meer uit van het zorgaspect. Vindt de staatssecretaris dat ze voldoende tegemoetgekomen is aan de opmerkingen die vanuit de zorgsector werden geuit?

Het is opvallend dat de staatssecretaris zichzelf veel vrijheid geeft om op te treden door middel van koninklijke besluiten. Zal de staatssecretaris deze besluiten nog bespreken met de actoren uit het veld, met het Parlement? Zal het zorgaspect gegarandeerd worden?

Mevrouw Sarah Schlitz (Ecolo-Groen) onderstreept het belang van het voorliggende wetsontwerp voor de slachtoffers van seksueel geweld. Er werd al een hele weg afgelegd qua bewustwording over de impact van seksueel geweld. Vandaag bestaat er een netwerk van ZSG's met bij wet vastgelegde specifieke financiering. Iedereen kan fier zijn op het geleverde werk.

Het vandaag voorgestelde model dient als voorbeeld voor het buitenland. De spreker hoopt dat het wetsontwerp, eenmaal gestemd, als voorbeeld kan dienen voor andere landen. Mevrouw Schlitz stelt vast dat de mond-tot-mondreclame voor de ZSG's door de slachtoffers van seksueel geweld deze meer bekend maakt en daardoor slachtoffers aanzet om zonder angst een beroep te doen op deze ZSG's.

De spreker dankt het IGVM voor hun jarenlange betrokkenheid om deze centra te laten functioneren en te begeleiden in hun ontwikkeling.

De ZSG's verzamelen de persoonsgegevens van de slachtoffers, waardoor de verleende zorg kan verfijnd worden. België heeft niet altijd goed gescoord op dat vlak.

Mevrouw Schlitz vestigt de aandacht op het goede werk dat op het terrein wordt verricht. Goed opgeleide politiemensen ontvangen slachtoffers en noteren de klachten. Psychologen begeleiden de slachtoffers. De hele eerste lijn verricht uitstekend werk en draagt bij tot het succes van de ZSG's.

De spreker wenst te vernemen waarin nog meer wordt voorzien om het succes van de ZSG's te bestendigen. Welke initiatieven worden genomen om het personeel blijvend op te leiden, bij te scholen en te

personnes confrontées à des situations difficiles qui accueillent les victimes.

Le projet de loi à l'examen ne marque pas la fin de ce processus mais constitue un pas dans la direction d'un accueil et d'un accompagnement encore meilleurs des victimes de violences sexuelles. Il y a en effet, dans notre société, des victimes qui souffrent de traumatismes depuis de nombreuses années. En Belgique, la prochaine étape devra consister à également atteindre et accompagner ces personnes.

Mme Laurence Zanchetta (PS) exprime son soutien au projet de loi. Il s'agit d'un projet d'envergure et c'est le fruit d'un travail considérable mené au sein du gouvernement puisqu'il associe la santé, la justice, l'intérieur et vous évidemment dans le cadre de vos compétences transversales en matière d'égalité des genres.

C'est un projet que nous attendions avec grand intérêt tant les centres de prise en charge des violences sexuelles ont démontré leur utilité, leur nécessité depuis leur mise en place en 2017. C'est une triste réalité mais une triste réalité à laquelle il faut apporter des réponses adéquates.

Les chiffres sont éloquentes: depuis le lancement du projet pilote jusqu'à la fin du mois de décembre 2023, 12.456 victimes de violences sexuelles se sont déjà rendues dans un CPVS. Une hausse de 28 % par rapport à 2022. Essentiellement des femmes. Et cela ne reste que la face visible de l'iceberg. Quelles initiatives supplémentaires sont envisagées pour faire connaître davantage les centres? Des campagnes ciblées sont-elles encore envisagées? Qu'en est-il de collaboration avec les entités fédérées dans ce cadre?

Il est évident que le modèle des CPVS apporte une réelle plus-value dans le cadre de la prise en charge multidisciplinaire des victimes: en permettant une prise en charge médicale et psychologique, tout en permettant un dépôt de plainte, évitant ainsi une victimisation secondaire de la victime qui ne doit pas répéter son histoire encore et encore, en permettant également la collecte d'échantillons de qualité, tout cela grâce à une coopération entre les soins de santé, la police et la justice.

L'objectif aujourd'hui, comme le prévoit le projet est d'avoir un centre par parquet. L'idéal est que chaque victime puisse avoir accès à un centre dans un temps, dans une distance raisonnable. 3 CPVS supplémentaires devraient donc voir le jour dans le futur auprès des parquets de Mons, Halle-Vilvorde et du Brabant Wallon. Un 14^e centre était également prévu à Eupen mais il semble que cela soit compromis. Pourquoi?

ondersteunen? Het zijn immers deze mensen die de slachtoffers in moeilijke omstandigheden opvangen.

Het voorliggende wetsontwerp is geen einddoel maar een stap naar een nog betere opvang en begeleiding van de slachtoffers van seksueel geweld. Er leven in onze samenleving immers mensen met jarenlange trauma's. De volgende etappe in België moet erin bestaan ook deze personen te bereiken en te begeleiden.

Mevrouw Laurence Zanchetta (PS) steunt het wetsontwerp. Het gaat om een belangrijk ontwerp waarvoor binnen de regering de krachten gebundeld zijn; naast uiteraard de staatssecretaris zelf, in het kader van haar transversale bevoegdheden inzake gendergelijkheid, zijn immers ook de departementen Volksgezondheid, Justitie en Binnenlandse Zaken betrokken.

De spreker heeft lang uitgekeken naar dit wetsontwerp. De Zorgcentra na Seksueel Geweld hebben sinds de oprichting ervan in 2017 immers aangetoond hoe nuttig en noodzakelijk ze zijn. Seksueel geweld is een trieste realiteit, die een passende respons vergt.

De cijfers spreken voor zich: sinds de start van het proefproject tot eind december 2023 hebben zich reeds 12.456 slachtoffers van seksueel geweld bij de ZSG's gemeld. Dat is een stijging met 28 % ten opzichte van 2022. Het gaat daarbij hoofdzakelijk om vrouwelijke slachtoffers. En dat is slechts het topje van de ijsberg. Welke extra initiatieven worden overwogen om de centra nog meer bekendheid te geven? Staan er nog gerichte campagnes gepland? In hoeverre wordt met de deelstaten samengewerkt?

Het is duidelijk dat het ZSG-model een echte meerwaarde biedt in de multidisciplinaire zorg voor de slachtoffers: de slachtoffers krijgen er medische en psychologische zorg en kunnen er meteen ook een klacht indienen; zulks voorkomt secundaire victimisering aangezien ze hun verhaal niet keer op keer opnieuw moeten vertellen. Ook kunnen in de centra kwaliteitsvolle stalen worden afgenomen, dankzij samenwerking tussen gezondheidsdiensten, politie en gerecht.

Zoals het wetsontwerp aangeeft, bestaat het doel er vandaag in dat elk parket over een ZSG beschikt. Idealiter zou elk slachtoffer op redelijk korte tijd en afstand toegang moeten kunnen hebben tot een ZSG. In de toekomst zouden er aldus 3 extra ZSG's moeten komen, namelijk bij de parketten van Bergen, Halle-Vilvorde en Waals-Brabant. Er stond nog een 14^e centrum in Eupen gepland, maar blijkbaar is dat niet langer zeker. Hoe komt dat?

L'intervenante aimerait dans ce cadre avoir une petite précision concernant les raisons pour lesquelles il est prévu que le Roi peut reporter l'entrée en vigueur des articles 47, 48, 58 et 59 jusqu'au 1^{er} janvier 2027 au plus tard.

L'article 8 précise que le procureur du Roi favorise et facilite, dans les conditions prévues par la présente loi, le fonctionnement du CPVS. Comment faut-il entendre cela?

L'article 21 prévoit que la victime a le droit de se faire assister par une personne de soutien pendant la prestation des services fournis par l'hôpital. Pourquoi n'a-t-il pas été fait ici référence à la personne de confiance prévue dans la loi de 2002 sur les droits du patient?

L'article 23 qui concerne le dossier patient prévoit que les données peuvent également être accessibles aux professionnels des soins de santé travaillant dans d'autres structures CPVS. Seront les données du dossier patient disponibles à tous les autres CPVS? Si oui, pour quelles raisons? Le consentement du patient sera-t-il requis dans ce cadre?

Concernant le financement de ces centres, c'est évidemment essentiel pour garantir leur bon fonctionnement et pour garantir à la victime de n'avoir aucun frais à débours. Y a-t-il eu une évaluation des besoins financiers des centres? Il y a aujourd'hui un ancrage du financement prévu dans le cadre des conventions passées avec les hôpitaux partenaires. Et puis il est prévu, dans ses nouvelles missions, que l'Institut finance les services de police en tant que partenaires dans le CPVS. L'intervenante demande des explications sur le mécanisme mis en place. Quels moyens complémentaires seront accordés à l'Institut pour ses nouvelles missions et pour le rôle important qu'il joue, notamment dans le cadre de l'évaluation des CVPS?

Mme Zanchetta réitère son soutien dans le cadre de ce projet. La lutte contre les violences de genre est une priorité et il faut continuer à apporter des réponses aux victimes de violences sexuelles en leur garantissant une prise en charge de qualité. C'est ce que nous faisons aujourd'hui en ancrant légalement les centres de prise en charge des violences sexuelles et en leur assurant un financement adéquat.

Mme Dominiek Sneppe (VB) évoque les chiffres communiqués par la secrétaire d'État. L'année dernière, 4.226 victimes se sont présentées dans un CPVS, contre 3.287 en 2022. Il s'agit d'une hausse de 28 %. Cette hausse est évidemment loin d'être une bonne nouvelle, chaque cas de violences sexuelles étant un cas

De spreekster had graag nadere uitleg gekregen over de redenen waarom de Koning de inwerkingtreding van de artikelen 47, 48, 58 en 59 kan uitstellen tot uiterlijk 1 januari 2027.

Artikel 8 bepaalt dat de procureur des Konings de werking van de ZSG's onder de in de wet omschreven voorwaarden, bevordert en faciliteert. Hoe dient dit te worden geïnterpreteerd?

Artikel 21 bepaalt dat het slachtoffer het recht heeft zich tijdens de dienstverlening door het ziekenhuis te laten bijstaan door een steunfiguur. Waarom werd hier niet verwezen naar de vertrouwenspersoon uit de patiëntenrechtenwet van 2002?

Artikel 23, dat betrekking heeft op het patiëntendossier, bepaalt dat de gegevens eveneens toegankelijk kunnen worden gemaakt voor gezondheidszorgbeoefenaars die in andere ZSG-afdelingen werken. Zullen de gegevens uit het patiëntendossier beschikbaar zijn voor alle andere ZSG's? Zo ja, om welke redenen? Zal de instemming van de patiënt vereist zijn?

De financiering van die centra is uiteraard cruciaal om de goede werking ervan te waarborgen en om het slachtoffer een kosteloze dienstverlening te kunnen verstrekken. Zullen de financiële behoeften van de centra worden geëvalueerd? Vandaag is via de overeenkomsten met de partnerziekenhuizen in een verankering van de financiering voorzien. En voorts zal het een van de nieuwe opdrachten van het Instituut zijn de politiediensten in hun hoedanigheid van partner van de ZSG's te financieren. De spreekster had graag uitleg gekregen bij het in uitzicht gestelde mechanisme. Welke bijkomende middelen zullen aan het Instituut worden toegekend met het oog op zijn nieuwe opdrachten en op zijn belangrijke rol bij inzonderheid de evaluatie van de ZSG's?

Mevrouw Zanchetta zegt het ontwerp nogmaals haar steun toe. De strijd tegen gendergerelateerd geweld is een prioriteit en aan de noden van slachtoffers van seksueel geweld moet onverminderd worden tegemoetgekomen in de vorm van gewaarborgde en kwaliteitsvolle zorg. Dat is wat vandaag wordt gedaan door de Zorgcentra na Seksueel Geweld in de wet te verankeren en hun een passende financiering te waarborgen.

Mevrouw Dominiek Sneppe (VB) gaat in op door de staatssecretaris meegedeelde cijfers. Vorig jaar meldde zich 4.226 mensen aan bij de ZSG's. In 2022 ging het om 3.287 slachtoffers. Dit vertegenwoordigt een stijging van 28 %. Deze stijging valt zeker niet toe te juichen, elk geval van seksueel geweld is er een te veel. De ZSG's

de trop. Les CPVS sont indispensables et gagnent en notoriété, ce qui explique sans doute l'augmentation du nombre de signalements.

L'intervenante s'interroge sur le rôle de l'IEFH. Cet institut agit en qualité d'intermédiaire entre l'État fédéral et les CPVS, mais est-ce nécessaire?

Le groupe de l'intervenante reconnaît la nécessité des CPVS et a donc soutenu leur création. Il est tout à fait logique que l'organisation et le financement de ces centres soient encadrés par la loi.

Mme Sneppe demande si une évaluation approfondie des CPVS existants a déjà été réalisée. Quels sont les problèmes? Le projet de loi à l'examen permettra-t-il de les résoudre?

Le champ d'application du projet de loi à l'examen vise les violences sexuelles avec contact physique. Or, les violences sexuelles peuvent également être psychologiques, par exemple en cas d'exhibitionnisme à l'égard de la victime. Pourquoi les violences psychologiques n'ont-elles pas été inscrites dans le projet de loi à l'examen? Elles laissent en effet également des traces. Les violences sexuelles sans contact physique précèdent souvent les violences sexuelles avec contact physique.

L'intervenante estime qu'il est regrettable de ne pas avoir utilisé la même terminologie dans le projet de loi à l'examen que dans la loi relative aux droits du patient. Pourquoi l'appellation "personne de confiance" n'a-t-elle pas été reprise? Pourquoi l'appellation "personne de soutien" a-t-elle été choisie?

L'interdiction de discrimination est plus large que l'interdiction inscrite dans les lois fédérales anti-discrimination. Cet élargissement vise-t-il la traite des êtres humains et la prostitution? Jusqu'où va l'interdiction prévue par le projet de loi à l'examen?

Pour chaque CPVS, les services de police désignent un coordinateur de police pour coordonner le fonctionnement de la police dans le cadre du CPVS. Dans quelle mesure a-t-il été vérifié si les services de police disposent d'une capacité suffisante à cet effet?

Les services de police doivent prévoir suffisamment d'inspecteurs violences sexuelles formés pour mettre en place un système de permanence pour la structure CPVS. Une concertation a-t-elle eu lieu avec les services de police? Le contenu de cette formation et son organisation alourdiront-ils la charge de travail des services de police? Des moyens supplémentaires suffisants seront-ils prévus?

zijn zeker nodig en worden beter bekend. Dit verklaart waarschijnlijk de toename in de meldingen.

De spreekster stelt zich vragen over de rol van het IGVM. Het IGVM fungeert als een tussenpersoon tussen de Federale Staat en de ZSG's, maar is dat nodig?

De fractie van de spreekster erkent de noodzaak van de ZSG's en steunde dan ook de oprichting ervan. Het is niet meer dan normaal dat de organisatie en financiering ervan een wettelijk kader krijgen.

Mevrouw Sneppe wenst te vernemen of er al een grondige evaluatie werd doorgevoerd van de bestaande ZSG's. Wat zijn de pijnpunten? En heeft het voorliggende wetsontwerp die pijnpunten weggerukt?

Het toepassingsgebied van het wetsontwerp is *hands-on* seksueel geweld. Maar seksueel geweld kan ook psychologisch zijn, zoals exhibitionisme ten opzichte van het slachtoffer. Waarom werd dit geweld niet in het ontwerp opgenomen? Ook dit geweld laat sporen na. *Hands-off* seksueel geweld is vaak een opstap naar *hands-on* seksueel geweld.

De spreekster vindt het een gemiste kans dat niet dezelfde terminologie wordt gebruikt als in de wet betreffende de rechten van de patiënt. Waarom werden de term "vertrouwenspersoon" niet overgenomen? Waarom werd voor "steunfiguur" gekozen?

Het verbod op niet-discriminatie is ruimer dan het verbod dat is opgenomen in de federale antidiscriminatiewetgeving. Is dit met het oog op mensenhandel en prostitutie? Hoeveel gaat het verbod in het wetsontwerp?

Per ZSG wordt door de politiediensten een politiecoördinator aangeduid om de politieke werking van de politie in het kader van het ZSG te coördineren. In hoeverre werd nagegaan of de politiediensten daar genoeg mankracht voor hebben?

De politiediensten dienen te voorzien in voldoende opgeleide inspecteurs seksueel geweld om het permanentiesysteem voor de ZSG-afdeling op te zetten. Werd overleg gepleegd met de politiediensten? Zal de inhoud van de opleiding en de organisatie van de opleiding geen extra druk op de taken van de politiediensten leggen? Zal in voldoende bijkomende middelen worden voorzien?

Les tâches concrètes de l'inspecteur violences sexuelles et du coordinateur police pourront être définies plus précisément par arrêté royal. Pourquoi le verbe "pouvoir" est-il utilisé? Cet arrêté royal est-il déjà en cours d'élaboration?

L'article 11 décrit le transport de la victime vers un CPVS dans un véhicule de police banalisé. Ce transport a-t-il fait l'objet d'une concertation avec les services de police? Ces véhicules de police banalisés sont-ils disponibles?

Dans l'article 15, la secrétaire d'État va loin dans sa microgestion en décrivant l'accessibilité de la structure CPVS. L'article 16 prévoit en revanche que la structure CPVS doit disposer d'une entrée discrète. L'intervenante estime que ces deux articles sont difficilement compatibles.

L'article 19 dispose que la victime a le droit de demander que la prestation de services proposée au sein de la structure CPVS soit effectuée dans la langue (des signes) de son choix. Il s'agit ici à la fois des services fournis par l'hôpital et par les services de police (l'enregistrement de la plainte et la conduite d'une audition). Mme Sneppe se demande si c'est réaliste. Quelles seront les conséquences s'il n'apparaît pas possible d'appliquer cet article? Les hôpitaux disposent-ils d'un logiciel d'interprétation? Peuvent-ils faire appel aux interprètes jurés de la justice?

Le CPVS vérifiera si et de quelle façon la victime peut quitter la structure CPVS. Comment la secrétaire d'État conçoit-elle concrètement la mise en œuvre de cette disposition?

Lors de l'admission de la victime dans la structure CPVS, toutes les données à caractère personnel relatives à la victime et les données relatives aux services dispensés à la victime seront enregistrées dans le dossier électronique du patient. Ne sera-t-il pas étourdissant pour la victime de devoir remplir ces formalités administratives lors de son admission? Devra-t-elle le faire dès son admission?

L'article 25 porte sur la double qualité de médecin et d'infirmier CPVS. La secrétaire d'État indique que cette double qualité pose un problème mais qu'elle figure néanmoins dans le projet de loi à l'examen. Cette double qualité ne permettra-t-elle pas aux auteurs d'affirmer que le médecin et l'infirmier sont à la fois juge et partie?

Mme Sneppe demande une précision à propos de l'article 28. La victime pourra-t-elle donner son accord pour certaines parties de l'examen médico-légal?

De concrete taken van de inspecteur seksueel geweld en de politiecoördinator kunnen nader omschreven worden in een koninklijk besluit. Waarom wordt hier het woord "kunnen" gebruikt? Is dit koninklijk besluit al in voorbereiding?

Artikel 11 beschrijft het transport van het slachtoffer naar een ZSG in een geanonimiseerd politievoertuig. Werd hierover overlegd met de politiediensten? En zijn deze geanonimiseerde politievoertuigen wel beschikbaar?

In artikel 15 gaat de staatssecretaris ver in haar micromanagement qua aanduiding van de toegankelijkheid van de ZSG-afdeling. Maar artikel 16 bepaalt dat de ZSG-afdeling discreet toegankelijk moet zijn. Voor de spreekster vallen deze beide artikelen moeilijk met elkaar te rijmen.

Artikel 19 stelt dat het slachtoffer het recht heeft te vragen dat de aangeboden dienstverlening op de ZSG-afdeling wordt ontvangen in een (gebaren)taal naar keuze. Het gaat dan zowel om de dienstverlening door het ziekenhuis als door de politiediensten (het noteren van de klacht en het afnemen van een verhoor). Mevrouw Sneppe vraagt zich af of dit realistisch is. Wat zijn de gevolgen als dit niet mogelijk blijkt te zijn? En beschikken ziekenhuizen over tolkensoftware? Kan er een beroep gedaan worden op de beëdigde tolken van justitie?

Het ZSG gaat na of en hoe het slachtoffer de ZSG-afdeling veilig kan verlaten. Hoe ziet de staatssecretaris dit concreet?

Tijdens de aanmelding van het slachtoffer op de ZSG-afdeling worden alle persoonsgegevens betreffende het slachtoffer en gegevens in verband met de aan het slachtoffer verleende diensten genoteerd in het elektronische patiëntendossier. Is het niet overdonderend voor het slachtoffer dat deze administratie in orde gebracht moet worden bij de aanmelding? Moet dat onmiddellijk bij de aanmelding gebeuren?

Artikel 25 behandelt de dubbele hoedanigheid van de ZSG-arts en de ZSG-verpleegkundige. De staatssecretaris stelt dat deze dubbele hoedanigheid een probleem vormt, maar toch wordt dit in het wetsontwerp opgenomen. Geeft deze dubbele hoedanigheid de daders niet de kans te stellen dat de arts en de verpleegkundige zowel rechter als partij zijn?

Mevrouw Sneppe vraagt verduidelijking over artikel 28. Kan het slachtoffer voor bepaalde delen van het forensisch onderzoek toestemming geven?

L'article 29 indique qu'en théorie, la victime pourra conserver elle-même les échantillons prélevés (sécrétions et excréments). Toutefois, la victime devra alors prévoir un moyen approprié pour les conserver. L'intervenante estime que c'est curieux. Comment faire en pratique? Ne risque-t-on pas de porter atteinte à la valeur juridique des échantillons? Cette possibilité ne semble pas réaliste et peut nuire aux éventuelles suites de l'enquête.

L'article 31 porte sur l'autonomie élevée de l'infirmier. De quel profil cet infirmier devra-t-il disposer? L'intervenant estime que cet infirmier devra au moins être titulaire d'un bachelier. Comment est-ce réglé dans les CPVS existants? A-t-il été tenu compte des réformes apportées par le ministre Vandenbroucke à l'échelle de soins? Et est-il tenu compte du manque d'effectifs dans les soins de santé?

Il pourra arriver qu'un CPVS par parquet du procureur du Roi ne suffise pas pour permettre à toutes les victimes d'avoir accès à un CPVS. Dispose-t-on d'éléments qui indiquent qu'il conviendra de mettre en place plus d'un CPVS dans certaines régions?

L'article 49 réglemente le financement des services de police en tant que partenaires au sein d'un CPVS. Quel budget estime-t-on nécessaire à cet effet? En octobre 2023, ce budget a été relevé de 24 à 30 millions d'euros dans l'objectif de créer 3 nouveaux CPVS. Le lancement d'un CPVS coûte-t-il dès lors 2 millions d'euros? Et quel budget prévoit-on pour assurer la poursuite de leurs activités? Comment les moyens seront-ils répartis entre les centres? Cette question sera probablement réglée par arrêté royal. Quand peut-on attendre celui-ci?

Sans préjudice d'autres dispositions légales prévoyant une période de conservation plus longue, les données traitées conformément à la loi à l'examen sont conservées à compter de la réception de ces données. Les hôpitaux conservent ces données pour une durée minimale de 30 ans et maximale de 50 ans. Mme Snelpe juge cette durée très longue. Pourquoi une conservation aussi longue?

L'intervenante fait observer que si l'APD ne remet pas d'avis, ce n'est pas par manque de temps ni de personnel. L'APD renvoie la balle à la secrétaire d'État qui n'a qu'à faire en sorte que le projet de loi satisfasse aux dispositions légales. Mme Snelpe espère que la secrétaire d'État a fait correctement son travail.

Le Conseil d'État a constaté que les compétences n'étaient pas outrepassées. L'intervenante considère néanmoins qu'on opère dans une zone grise.

Artikel 29 stelt dat voor het slachtoffer in theorie de mogelijkheid bestaat om de afgenomen stalen (secreties en excreties) zelf te bewaren. Het slachtoffer dient dan wel zelf in een geschikte manier te voorzien om deze te bewaren. De spreker vindt dit eerder vreemd. Hoe moet dit in de praktijk gebeuren? En dreigt de juridische waarde van de stalen niet aangetast te worden? Dit lijkt toch niet realistisch en is niet bevorderlijk voor het eventuele verder onderzoek.

Artikel 31 gaat over de grote autonomie van de verpleegkundige. Welk profiel moet deze verpleegkundige hebben? Voor de spreker zal de verpleegkundige minstens een bachelor moeten zijn. Hoe is dit geregeld in de bestaande ZSG's? Wordt rekening gehouden met de hervormingen die door minister Vandenbroucke aan de zorgladder worden aangebracht? En wordt rekening gehouden met de personeelskrapte in de zorg?

Het is mogelijk dat één ZSG per parket van de procureur des Konings onvoldoende zal blijken opdat alle slachtoffers toegang zouden hebben tot een ZSG. Zijn er aanwijzingen dat er in bepaalde regio's meer dan één ZSG zal moeten worden opgericht?

Artikel 49 regelt de financiering van de politiediensten als partner in het ZSG. Welk budget verwacht men nodig te hebben? In oktober 2023 werd het budget opgetrokken van 24 miljoen naar 30 miljoen euro. Dit geld was bestemd voor de oprichting van 3 nieuwe ZSG's. Kost een ZSG dan 2 miljoen per opstart? En hoeveel wordt uitgetrokken voor de verdere werking? Hoe worden de middelen over de centra verdeeld? Dit wordt waarschijnlijk bij koninklijk besluit vastgelegd. Wanneer wordt dit koninklijk besluit verwacht?

De gegevens die overeenkomstig deze wet worden verwerkt, worden, onverminderd andere wettelijke bepalingen die een langere bewaartermijn opleggen, bewaard vanaf het ogenblik van de ontvangst van deze gegevens. De ziekenhuizen bewaren deze gegevens gedurende een periode van minimaal 30 jaar en maximaal 50 jaar. Mevrouw Snelpe vindt dit lang. Waarom zo een lange termijn?

De spreker wijst erop dat de GBA niet echt een advies verstrekt bij gebrek aan tijd en personeel. De GBA kaatst de bal terug naar de staatssecretaris, die er maar voor moet zorgen dat het wetsontwerp aan de wettelijke bepalingen voldoet. Mevrouw Snelpe hoopt dat de staatssecretaris haar werk naar behoren heeft gedaan.

De Raad van State wees erop dat er geen bevoegdheidsoverschrijdingen zijn. De spreker merkt op dat er toch in een grijze zone geopereerd wordt.

Mme Caroline Taquin (MR) salue le fait que l'on encadre juridiquement les CPVS, soulignant l'importance de ces centres qui, jour après jour, prouvent leur utilité dans la prise en charge des victimes de violences sexuelles. En l'espace de cinq ans, le nombre de victimes faisant appel aux CPVS est passé de plusieurs centaines à plusieurs milliers par an. Cette augmentation est principalement due à la multiplication des CPVS et à une meilleure collaboration avec la police. Une optimisation de l'encadrement juridique s'imposait et le projet de loi à l'examen répond à ce besoin.

L'intervenante attire l'attention sur les enfants, qui peuvent également être victimes des violences sexuelles, directes ou collatérales. Une victime de violences sexuelles sur trois est mineure et une sur huit a moins de 12 ans.

Qu'en est-il de l'ancrage financier de ces CPVS? Comment leur financement est-il pérennisé?

Certaines zones de police ne disposent pas d'un inspecteur des mœurs: les dossiers sont pris en charge par des policiers qui se portent volontaires. Comme le projet de loi va-t-il résoudre cette problématique? Les CPVS ont un ancrage local pour les victimes de violences sexuelles. Il est dès lors indispensable que toutes les zones de police soient dotées des moyens nécessaires pour répondre à la problématique.

Mme Nawal Farih (cd&v) souligne l'importance des CPVS. Tout a commencé par trois projets pilotes en 2017. Aujourd'hui, ils sont au nombre de dix. Leur succès montre qu'ils répondent à un besoin important et qu'ils font du bon boulot. L'intervenante en a visité un à Genk qui, en l'espace d'un an, a accueilli 324 victimes.

Entre fin mai 2022 et aujourd'hui, 8.230 victimes ont été aidées. C'est un travail colossal alors qu'à cette époque, on ne comptait que sept CPVS. Le nombre de victimes augmente d'année en année. Quelque part, c'est une bonne nouvelle car cela montre que les CPVS gagnent en notoriété. Les victimes savent à quelle porte frapper.

Le projet de loi fournit une base légale régissant la structure, le financement et le fonctionnement des CPVS. Des arrêtés d'exécution doivent néanmoins encore être pris pour régler les aspects concrets. Une convention INAMI sera conclue avec les hôpitaux qui hébergent un CPVS ou qui coopèrent avec un centre.

Les centres sont aujourd'hui au nombre de dix. Ces CPVS devront réintroduire une demande pour obtenir

Mevrouw Caroline Taquin (MR) is blij met de juridische omkadering van de ZSG's. Ze onderstreept het belang van deze centra, die elke dag opnieuw hun nut aantonen bij de opvang van slachtoffers van seksueel geweld. Op vijf jaar tijd is het aantal slachtoffers dat een beroep doet op de ZSG's gestegen van enkele honderden per jaar tot enkele duizenden per jaar. Deze stijging is vooral toe te schrijven aan het toegenomen aantal ZSG's en de verbeterde samenwerking met de politie. Een beter juridische omkadering drong zich op en het voorliggende wetsontwerp komt daaraan tegemoet.

De spreekster vestigt de aandacht op de kinderen die mee het slachtoffer zijn van en bij seksueel geweld. Een op de drie slachtoffers van seksueel geweld is minderjarig en een op de acht slachtoffers is jonger dan 12 jaar.

Hoe staat het met de financiële verankering van deze ZSG's? Op welke manier wordt hun financiering bestendig voor de toekomst?

Bepaalde politiezones beschikken niet over een zedeninspecteur; men werkt daar met politiemensen op vrijwillige basis. Hoe zal het wetsontwerp deze problematiek verhelpen? De ZSG's zijn lokaal verankerd voor de slachtoffers van seksueel geweld. Het is dan ook noodzakelijk dat alle politiezones de middelen krijgen om aan de gestelde vraag te beantwoorden.

Mevrouw Nawal Farih (cd&v) onderstreept het belang van de ZSG's. Er werd in 2017 gestart met 3 pilootprojecten, vandaag zijn er 10 ZSG's. Dit toont aan dat er een grote nood is en dat ze goed werk verrichten. De spreekster heeft een bezoek gebracht aan het ZSG in Genk. Daar werden op een jaar tijd 324 slachtoffers opgevangen.

Tussen eind mei 2022 en vandaag zijn er 8.230 slachtoffers die geholpen worden. Dat is gigantisch veel, er rekening mee houdend dat er toen nog maar zeven ZSG's waren. Het aantal slachtoffers neemt jaar na jaar toe. Dit is ergens een goede zaak omdat dit aantoont dat de ZSG's alsnog bekender worden. De slachtoffers vinden hun weg naar deze centra.

Het wetsontwerp verschaft een wettelijke basis voor de structuur, de financiering en de werking van de ZSG's. Toch zijn er nog uitvoeringsbesluiten nodig om alles te concretiseren. Er zal een RIZIV-conventie gesloten worden met de ziekenhuizen waarin of waarbij een ZSG wordt uitgebaat.

Er bestaan nu 10 centra. Deze ZSG's zullen opnieuw een aanvraag moeten indienen om een bekrachtiging te

une validation en tant que CPVS conforme à la base légale. L'intervenante espère que cette procédure pourra intervenir rapidement, sans mettre à mal la qualité des soins actuellement prodigués.

L'intervenante déplore que la violence sexuelle en ligne n'ait pas intégrée dans le projet de loi. Ce type de violence est en recrudescence sous la forme de vengeance pornographique et de sexting. Ceux qui en sont victimes sont à la recherche d'une instance à laquelle adresser leur doléances et où ils peuvent facilement déposer plainte et obtenir une aide psychologique, si nécessaire.

Il est positif que les mutilations génitales féminines soient prises en considération dans le projet. L'intervenante renvoie à la proposition de résolution de Mme Els Van Hoof relative à l'extension du nombre de centres de référence en matière de mutilations génitales féminines (DOC 55 1855/001). Le groupe cd&v souhaite étendre le nombre de centres de référence et les intégrer dans les CPVS.

Mme Farih entend de la part de nombreux médecins actifs sur le terrain que le forfait d'environ 150 euros qui est aujourd'hui mis à disposition par patient ne suffit pas pour dispenser des soins de qualité. Il faut en effet réaliser de nombreux examens et prélever des échantillons. Les hôpitaux doivent eux-mêmes mettre la main à la poche pour s'assurer que les examens soient effectuées. L'intervenante insiste pour que la convention INAMI soit rédigée pour répondre parfaitement aux besoins existants.

Mme Greet Daems (PVDA-PTB) salue l'arrivée du projet de loi. La Belgique est à la traîne depuis des lustres dans la prise en charge des victimes de violences sexuelles. Souvent, les victimes sont malmenées, les faits sont minorés ou leur véracité mise en doute, si bien qu'il est encore et toujours question d'une victimisation secondaire. Le taux de classement sans suite reste élevé. Grâce aux CPVS, la situation s'est considérablement améliorée, même si des points noirs persistent.

Dans le cadre de la commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le traitement des abus sexuels commis au sein et en dehors de l'Église, Mme Valerie Swennen s'est exprimée sur les abus historiques. Elle est inspectrice principale à Anvers et coordinatrice de "Veilig Huis" Antwerpen. Mme Swennen a indiqué que dans certains cas, on envoie encore et toujours promener les victimes de violences sexuelles. Cette attitude est généralement due à un manque de formation au sein des corps. Chaque corps organise la formation comme il l'entend, ce qui se traduit également par de grandes disparités entre les corps. Certains organisent

krijgen als ZSG conform de wettelijke basis. De spreekster hoopt dat dit vlot zal verlopen zonder dat wordt ingeboet op de kwaliteit van de zorg die vandaag wordt geboden.

De spreekster vindt het jammer dat online seksueel geweld niet is opgenomen in het wetsontwerp. Dit type geweld is bezig aan een opmars; het gaat daarbij om wraakporno en sexting. Die groep slachtoffers is op zoek naar een instantie waar ze terecht kunnen met hun zorgen en waar ze op een laagdrempelige manier een klacht kunnen indienen en, indien nodig, psychologische hulpverlening verkrijgen.

Het is goed dat vrouwelijke genitale verminking wordt meegenomen in het ontwerp. De spreekster verwijst naar het voorstel van resolutie van mevrouw Els Van Hoof betreffende de uitbreiding van de referentiecentra vrouwelijke genitale verminking (DOC 55 1855/001). De cd&v-fractie wenst het aantal referentiecentra uit te breiden en te integreren in de ZSG's.

Mevrouw Farih hoort van vele artsen op het terrein dat het forfait dat vandaag per patiënt ter beschikking wordt gesteld, ongeveer 150 euro, niet volstaat om kwaliteitsvolle zorg te verlenen. Er moeten immers heel wat testen uitgevoerd worden, er moeten stalen genomen worden. De ziekenhuizen moeten zelf financieel bijspringen om ervoor te zorgen dat de onderzoeken worden uitgevoerd. De spreekster dringt erop aan de RIZIV-conventie te maken op maat van de bestaande noden.

Mevrouw Greet Daems (PVDA-PTB) is heel tevreden met het wetsontwerp. België laat al lang steken vallen bij de aanpak van seksueel geweld. Slachtoffers werden vaak slecht behandeld, de feiten werden geminimaliseerd of niet geloofd en er is nog steeds sprake van secundaire victimisatie. De seponeringsgraad is nog altijd hoog. Met de ZSG's is die aanpak veel verbeterd, maar toch loopt het niet altijd zoals het zou moeten.

In het kader van de onderzoekscommissie belast met de aanpak van seksueel misbruik in de kerk en daarbuiten over historisch misbruik werd Valerie Swennen gehoord. Zij is hoofdinspecteur in Antwerpen en coördinatrice van Veilig Huis Antwerpen. Mevrouw Swennen stelde dat slachtoffers van seksueel geweld in sommige gevallen nog steeds wandelen worden gestuurd. Dit heeft veelal te maken met een gebrek aan opleiding binnen de korpsen. Elk korps organiseert de opleiding naar eigen inzicht. Er bestaan dan ook grote verschillen tussen de korpsen. Er zijn korpsen waar opleidingen rond intrafamiliaal geweld structureel plaatsvinden, maar dat gebeurt niet overal.

des formations relatives aux violences intrafamiliales de manière structurelle, mais ce n'est pas le cas partout. Pareil pour les abus historiques. Les victimes méritent de pouvoir déposer leur déclaration auprès d'une personne formée pour gérer les victimes de faits de mœurs. Cette possibilité n'est toutefois pas encore prévue de manière structurelle au sein des services de police. Un contrôle de qualité structurel y fait également défaut.

Le groupe PVDA-PTB a déposé une proposition de résolution visant à promouvoir une meilleure approche des violences sexuelles, des violences intrafamiliales et de toutes les formes de violence liée au genre en généralisant l'*Emergency Victim Assistance* (cellule de police EVA) à toutes les zones de police du pays (DOC 55 3041/001). Le projet de loi à l'examen partage la même ambition, en se focalisant sur les CPVS au lieu des zones de police locale.

Le projet de loi renforce la coopération entre les CPVS et la police locale. Il prévoit un coordinateur de police chargé d'organiser la formation des fonctionnaires de police pour devenir inspecteurs violences sexuelles. Cette mesure permettra-t-elle de mieux former les sections de la police locale dans la gestion des victimes de violences sexuelles? Les victimes, lorsqu'elles se signalent auprès d'une section de police locale, et non auprès d'un CPVS ou d'un inspecteur en charge des violences sexuelles, seront-elles accompagnées vers le CPVS le plus proche de chez elles? Et dans ce cas, les soins et le suivi seront-ils pris en charge par le CPVS en collaboration avec l'inspecteur violences sexuelles qui est rattaché au centre?

Les CPVS collaboreront-ils avec un inspecteur violences sexuelles, comme c'est déjà le cas à Bruxelles au sein des cellules EVA et à Anvers au sein de "Veilig Huis"? A-t-on réfléchi au contrôle de qualité structurel?

L'intervenante épingle le manque général de moyens alloués aux CPVS, mais aussi aux sections de la police locale, comme l'a confirmé un avis rendu par la police locale sur la résolution EVA. Les CPVS sont arrivés sans que les services de police aient été renforcés en termes de capacité et de moyens, avec obligation de former tous les inspecteurs violences sexuelles et de prévoir une permanence sans moyens supplémentaires.

Il est désormais prévu de désigner un coordinateur de police. Comment celui-ci sera-t-il financé?

Dans de nombreux CPVS, des problèmes se posent au niveau du cadre du personnel et des rémunération d'un personnel bénéficiant d'un statut trop bas. Le problème de ces barèmes bas, c'est qu'ils permettent moins facilement de recruter de nouveaux collaborateurs. Les

Hetzelfde geldt voor historisch misbruik. Slachtoffers verdienen hun verklaring te kunnen afleggen bij iemand die opgeleid is om met zedenslachtoffers om te gaan. Maar politiediensten bieden dat momenteel nog niet structureel aan. Er is ook een gebrek aan structurele kwaliteitscontrole bij de politiediensten.

De PVDA-PTB-fractie heeft een voorstel van resolutie betreffende een betere aanpak van seksueel, intrafamiliaal en alle vormen van gendergerelateerd geweld door een veralgemening van de cel *Emergency Victim Assistance* (EVA-politiegel) in alle politiezones van het land (DOC 55 3041/001) ingediend. Het voorliggende wetsontwerp vertrekt vanuit dezelfde ambitie, met een focus op de ZSG's in plaats van op de lokale politiezones.

Het ontwerp versterkt de samenwerking tussen de ZSG's en de lokale politie. In het wetsontwerp is sprake van een politiecoördinator die moet instaan voor de opleiding van inspecteurs seksueel geweld. Gaat dit ervoor zorgen dat lokale politieafdelingen beter opgeleid worden in de omgang met slachtoffers van seksueel geweld? Wanneer slachtoffers zich melden bij een lokale politieafdeling en niet bij een ZSG of bij een inspecteur seksueel geweld, zullen ze dan begeleid worden naar het dichtstbijzijnde ZSG in hun buurt? En gaat vanaf dan de zorg en de opvolging vanuit het ZSG gebeuren met de inspecteur seksueel geweld die aan dat ZSG verbonden is?

Zullen de ZSG's samenwerken met een zedeninspecteur, zoals dat in Brussel reeds gebeurt onder de EVA-cellen en in Antwerpen onder Veilig Huis? Wordt nagedacht over structurele kwaliteitscontrole?

De spreekster wijst op het algemeen gebrek aan middelen voor de ZSG's maar ook voor de lokale politieafdelingen. Dit bleek ook uit een advies van de lokale politie op de EVA-resolutie. De ZSG's kwamen er met amper bijkomende capaciteit en middelen voor de politiediensten. Dit betekent dat de zedeninspecteurs allemaal opgeleid moesten worden en in een permanentie moesten voorzien zonder bijkomende middelen.

Er wordt nu een politiecoördinator aangesteld. Hoe ziet de financiering daarvoor eruit?

In vele ZSG's zijn er problemen rond het personeelskader en de vergoedingen voor personeel dat onder een te laag statuut werkt. Het probleem van die lage loonschalen is dat er minder makkelijk nieuw personeel gevonden wordt. ZSG's moeten wel de gepaste

CPVS ont vraiment besoin de moyens adéquats pour pouvoir fonctionner. Sinon, la charge de travail du personnel deviendra trop importante et la prise en charge des victimes se détériorera également. Comment le financement des CPVS sera-t-il envisagé ultérieurement?

Mme Katja Gabriëls (Open Vld) estime que le projet de loi est important. Aujourd'hui, la discussion porte sur les fondements financiers et juridiques de structures qui existent depuis un certain temps et qui ont fait l'objet d'une évaluation positive. La mise en place des CPVS a constitué une étape importante et a été saluée par les secteurs de la police, de la justice, de l'aide sociale et de la médecine. Les CPVS revêtent surtout de l'importance pour les victimes, qui y sont prises en charge de manière professionnelle. Les CPVS résultent de partenariats et sont l'illustration qu'une bonne coopération entre les disciplines est essentielle.

Dix CPVS déploient leurs activités pour l'instant et trois autres CPVS ouvriront leurs portes prochainement. Quel est le calendrier prévu pour ces ouvertures? Où ces CPVS supplémentaires seront-ils situés?

Mme Karin Jiroflée (Vooruit) soutient le projet de loi. L'année dernière, 4.226 victimes se sont présentées auprès des CPVS. En 2022, elles étaient au nombre de 3.287. Ces chiffres tendent à attester du bon fonctionnement des CPVS, mais signifient aussi que les cas de violences sexuelles sont nombreux en Belgique. Les statistiques officielles de la police dressent un tableau particulièrement négatif de la prévalence des violences sexuelles. Douze signalements ont lieu chaque jour, mais ce chiffre est en-deçà de la réalité dès lors que le chiffre dit "noir" est élevé. Plusieurs études internationales indiquent que les violences sexuelles constituent et demeurent un problème très répandu en Belgique.

Quatre-vingt-deux pourcents des agressions sexuelles et des viols ne font l'objet d'aucun signalement. Seuls 4 % des faits de violences sexuelles sont rapportés à la police. Les CPVS constituent une avancée particulièrement importante.

L'intervenante souligne le principe fondamental qui sous-tend le projet de loi, celui de l'autonomie de la victime. Le nombre de CPVS augmente parce que tout un chacun peut s'y rendre sans crainte. Les victimes savent qu'une aide leur sera apportée et qu'elles ne seront contraintes d'entreprendre aucune démarche sans y être disposées à ce moment-là. Souvent, les personnes qui s'adressent à un CPVS peu de temps après avoir vécu une mauvaise expérience ne sont pas disposées à déposer une plainte. Ces victimes se voient accorder du temps et pourront accomplir cette démarche par la suite.

middelen krijgen om te kunnen functioneren. Anders wordt de werkdruk voor het personeel te hoog en gaat de zorg voor de slachtoffers ook achteruit. Hoe wordt de financiering van de ZSG's verder bekeken?

Mevrouw Katja Gabriëls (Open Vld) vindt het wetsontwerp belangrijk. Vandaag wordt de financiële en juridische onderbouw besproken van iets wat al langer bestaat en positief geëvalueerd wordt. De ZSG's zijn belangrijk en worden positief onthaald door politie, justitie, welzijn en de medische sector. De ZSG's zijn vooral van belang voor de slachtoffers, die op een professionele manier opgevangen worden. De ZSG's zijn samenwerkingsverbanden die aantonen dat een goede samenwerking tussen disciplines zeer belangrijk is.

Er zijn nu 10 ZSG's actief en er komen er nog drie bij. Volgens welk tijdpad zal dat gebeuren? En waar zullen deze extra ZSG's komen?

Mevrouw Karin Jiroflée (Vooruit) steunt het wetsontwerp. Vorig jaar hebben zich 4.226 slachtoffers bij de ZSG's aangemeld. In 2022 waren het er nog 3.287. Deze cijfers tonen aan dat de ZSG's werken, maar dat betekent ook dat België hoge cijfers behaalt wanneer het om seksueel geweld gaat. Officiële politiestatistiek schetsen een bijzonder negatief beeld van de prevalentie van seksueel geweld. Er zijn 12 aangiftes per dag, maar dat is slechts een benadering; er is een groot *dark number*. Verschillende internationale studies tonen aan dat seksueel geweld in België een grootschalig probleem is en blijft.

82 % van de aanrandingen en verkrachtingen wordt niet aangegeven. Amper 4 % van de feiten van seksueel geweld wordt bij de politie gemeld. De ZSG's zijn een bijzonder grote stap vooruit.

De spreekster benadrukt het fundamenteel uitgangspunt van het wetsontwerp, met name de autonomie van het slachtoffer. De cijfers binnen de ZSG's stijgen omdat iedereen daar met een gerust gemoed naartoe kan gaan. Slachtoffers weten dat ze worden geholpen, dat ze niet onder druk zullen staan om iets te doen waar ze op dat moment nog niet aan toe zijn. Mensen die naar een ZSG komen met een recente ervaring zijn er vaak nog niet klaar voor om een klacht in te dienen. Deze slachtoffers krijgen tijd en kunnen dit later nog doen.

Vooruit soutient cette approche. Mme Jiroflée fait observer que la délivrance de conseils juridiques par les CPVS, qui n'est pas prévue à l'heure actuelle, figure dans le programme électoral de son parti. Une victime peut à présent porter plainte et bénéficier d'un accompagnement dans cette démarche. Mais lui offrir la possibilité de bénéficier, au sein du CPVS, d'un avis juridique sur les étapes ultérieures et sur les options possibles serait un pas supplémentaire dans la bonne direction.

L'intervenante souligne qu'il y aura 13 CPVS, soit un centre par parquet. La norme est qu'un CPVS ne peut se trouver à plus d'une heure de route. À cet égard, la situation des zones urbaines est différente de celle des zones rurales. À terme, l'intervenante souhaite repérer les zones "non desservies" et vérifier si les 13 CPVS couvrent effectivement l'ensemble du pays. Mme Jiroflée estime elle aussi nécessaire de veiller à ne pas remettre en cause l'ancrage des CPVS.

Mme Sophie Rohonyi (DéFI) remercie la secrétaire d'État et son prédécesseur pour le travail accompli. Les CPVS représentent une énorme valeur ajoutée pour les victimes de violences sexuelles. Celles-ci y bénéficient d'une assistance professionnelle et pluridisciplinaire, tout en ayant la possibilité de porter plainte si elles le souhaitent. Les victimes ont tout avantage à garder la liberté de porter plainte ou non.

Cependant, le travail n'est pas encore terminé. Toute victime de violences sexuelles doit recevoir de l'aide, quel que soit son lieu de résidence et quelle que soit la zone de police dont elle relève. L'intervenante se félicite que les CPVS aient évolué du stade de projets pilotes à celui de structures durables qui répondent davantage aux besoins des victimes. La création d'un CPVS au minimum par parquet est désormais prévue par la loi. Le financement de ces CPVS sera entièrement pris en charge par l'INAMI. Il est positif que ce principe soit maintenant consacré pour l'avenir. En effet, nul ne sait ce que l'avenir (politique) réservera aux victimes.

Les victimes ne devraient pas avoir à payer pour les soins dont elles ont besoin. Ce serait totalement inacceptable.

Toutefois, l'intervenante souhaite des mesures plus ambitieuses et la mise en place de CPVS plus nombreux dans les zones à haut risque. L'intervenante songe à cet égard aux campus universitaires. Il existe à présent un CPVS sur le site de l'ULB/VUB. L'article 47 du projet de loi confère au Roi la possibilité de créer des CPVS supplémentaires. Il y a évidemment lieu de s'en réjouir mais, selon l'intervenante, le financement de ces CPVS supplémentaires n'est pas acquis et dépendra de l'adoption d'un arrêté royal par les futurs décideurs politiques.

Vooruit is voorstander van deze werkwijze. Mevrouw Jiroflée merkt op dat haar partij in het verkiezingsprogramma pleit voor het altijd beschikbaar zijn van juridisch advies. Dat is nu niet het geval. Een slachtoffer kan nu een klacht indienen en wordt daarbij begeleid. Maar een juridisch advies in een ZSG over wat er nu juist gaat gebeuren en wat de mogelijkheden zijn is toch weer een stap in de goede richting.

De spreekster stelt dat er 13 ZSG's komen, dat is één centrum per parket. De norm is dat een ZSG op niet verder dan een uur rijden mag liggen. Dit is in een stedelijke context een ander gegeven dan in een ruraal gebied. De spreekster wenst op termijn de witte vlekken te detecteren en na te gaan of 13 ZSG's inderdaad het hele land bestrijken. Mevrouw Jiroflée spreekt haar steun uit om erover te waken dat aan de verankering van de ZSG's niet getornd wordt.

Mevrouw Sophie Rohonyi (DéFI) dankt de staatssecretaris en haar voorganger voor het geleverde werk. De ZSG's vertegenwoordigen een enorme meerwaarde voor de slachtoffers van seksueel geweld. Slachtoffers worden professioneel en multidisciplinair geholpen en kunnen desgewenst een klacht indienen. En de vrijheid om al dan niet een klacht in te dienen draagt bij tot het herstel van de slachtoffers.

Het werk is echter niet af. Elk slachtoffer van seksueel geweld moet geholpen worden, ongeacht de woonplaats, ongeacht de politiezone. De spreekster is tevreden dat de ZSG's geëvolueerd zijn van pilootprojecten tot duurzame structuren die beter aan de noden van de slachtoffers beantwoorden. In de wet wordt nu een minimum van één ZSG per parket ingeschreven. De financiering ervan zal integraal door het RIZIV gedragen worden. Het is goed dat dit nu voor de toekomst vastgelegd wordt, want niemand weet wat de (politieke) toekomst brengt voor de rechten van de slachtoffers.

Slachtoffers horen niet te betalen voor zorg die ze nodig hebben. Dat zou werkelijk onaanvaardbaar zijn.

De spreekster wenst echter verder te gaan en pleit voor meer ZSG's in zones met een hoog risico. De spreekster denkt aan universitaire campussen. Er is nu een ZSG op de ULB/VUB-site. Het wetsontwerp voorziet in artikel 47 de mogelijkheid voor de Koning om aanvullende ZSG's op te richten. Dat is natuurlijk positief maar volgens de spreekster is de financiering van deze aanvullende ZSG's niet verworven maar hangt ze af van een koninklijk besluit dat genomen wordt door de politieke verantwoordelijken die er op dat ogenblik

Le financement de ces CPVS supplémentaires ne peut-il pas être garanti dès à présent?

Mme Rohonyi souligne le grand nombre de mineurs victimes de violences sexuelles. La spécificité de ces victimes particulièrement vulnérables nécessite une prise en charge par des professionnels, conformément aux circulaires déjà en vigueur. Lorsqu'un CPVS dispose de l'infrastructure nécessaire pour mener une audition TAM, cette audition pourra avoir lieu en son sein. Mais il n'est pas garanti que chaque CPVS disposera de l'infrastructure adéquate. Il peut en résulter une différence de traitement en fonction des structures dont disposent les différents CPVS. L'intervenante insiste sur la nécessité que chaque CPVS dispose des infrastructures permettant la réalisation d'une audition TAM. Est-il possible de prévoir les moyens nécessaires à cette fin?

Depuis le début de son mandat, l'intervenante s'est engagée en faveur de la prise en charge des personnes souffrant de stress post-traumatique, et notamment des victimes de violences subies dans le cadre de leur profession (policiers, ambulanciers, aides-soignants), des victimes d'attentats terroristes ou des victimes de violences sexuelles. Les CPVS pourraient également être chargés de l'accueil des victimes qui, atteintes d'un syndrome de stress post-traumatique, ne s'expriment que plusieurs années après les faits. Dans le projet de loi, la secrétaire d'État établit une distinction entre la phase aiguë, la phase post-aiguë et la phase non aiguë. Il est positif que le projet n'assortisse pas la phase post-aiguë d'une limite de temps. Selon l'intervenante, l'aide aux victimes de faits commis plusieurs années avant leur prise en charge est ainsi rendue possible.

Mme Rohonyi a déjà demandé à la secrétaire d'État comment les personnes étaient prises en charge par les CPVS lorsque plus d'un mois s'était écoulé après les faits. La secrétaire d'État avait alors répondu que les CPVS orientaient ces victimes vers les commissariats. Ce n'était pas toujours l'endroit adéquat et des avancées ont déjà été enregistrées. Mais qu'en est-il des victimes qui se manifestent plusieurs années après les faits? Les CPVS pourront-ils accueillir ces victimes? Ou la secrétaire d'État préconise-t-elle la création de centres spécifiquement habilités à prendre en charge les victimes atteintes de stress post-traumatique? La même question se pose concernant les victimes de faits qui ne constituent pas des violences sexuelles. Est-il préférable qu'elles soient prises en charge par des centres destinés aux personnes souffrant de stress post-traumatique ou par les CPVS?

zijn. Kan de financiering van deze aanvullende ZSG's niet nu al gegarandeerd worden?

Mevrouw Rohonyi wijst op het groot aantal minderjarigen dat slachtoffer is van seksueel geweld. Het specifieke karakter van deze bijzonder kwetsbare slachtoffers vraagt dat ze door professionals worden opgevangen conform de vigerende rondzendbrieven. Wanneer een ZSG beschikt over de nodige infrastructuur om een TAM-verhoor af te nemen, dan zal het verhoor in het ZSG kunnen plaatsvinden. Maar deze infrastructuur zou niet in elk ZSG verzekerd zijn. Dit kan leiden tot een verschil in behandeling afhankelijk van de structuren in de ZSG. De spreekster dringt erop aan dat in elk ZSG een infrastructuur is waar een TAM-verhoor afgenomen kan worden. Kan daartoe in de nodige middelen worden voorzien?

De spreekster zet zich sinds het begin van haar mandaat in voor de opvang van mensen met posttraumatische stress, zeker wat betreft slachtoffers van geweld in het kader van hun beroep (politiemensen, ambulanciers, zorgkundigen), slachtoffers van terroristische aanslagen of slachtoffers van seksueel geweld. De ZSG's zouden ook gebruikt kunnen worden om slachtoffers op te vangen die zich pas jaren na de feiten uiten omdat ze lijden aan een posttraumatisch stresssyndroom. De staatssecretaris maakt in het wetsontwerp een onderscheid tussen de acute fase, de post-acute fase en de niet-acute fase. Het is positief dat het ontwerp geen tijdslimiet voorziet voor de post-acute fase. Dat maakt het volgens de spreekster mogelijk om slachtoffers te helpen die zaken hebben meegemaakt die jaren voor de opname gebeurden.

Mevrouw Rohonyi heeft de staatssecretaris al gevraagd hoe mensen meer dan een maand na de feiten in de ZSG's opgevangen worden. De staatssecretaris heeft toen geantwoord dat de ZSG's deze slachtoffers naar de commissariaten stuurden. Dit was niet altijd de juiste plek en daar is al vooruitgang geboekt. Maar hoe zit het nu met de slachtoffers die zich pas jaren na de feiten melden? Gaan de ZSG's de mogelijkheid hebben die slachtoffers op te vangen of pleit de staatssecretaris voor de oprichting van specifieke centra voor de opvang van slachtoffers die lijden aan posttraumatische stress? Dit geldt dan ook voor slachtoffers die iets anders hebben meegemaakt dan seksueel geweld. Wat is het meest aangewezen, centra voor de opname van mensen met posttraumatische stress of opname in de ZSG's?

Les besoins financiers de ces centres ont-ils été pris en compte? L'intervenante souhaite que l'INAMI prenne en charge l'ensemble des frais afin que les victimes ne doivent rien déboursier.

Il importe que les victimes soient orientées vers des centres de référence VIH. Qu'en est-il de la surveillance et du dépistage des maladies sexuellement transmissibles?

B. Réponses de la secrétaire d'État

La secrétaire d'État répète que le cadre réglementaire des CPVS a fait l'objet d'une large concertation. Il a été élaboré au sein d'un comité d'accompagnement composé de juristes, d'experts, et de représentants des soins de santé, de la justice et de la police. Les organes consultatifs officiels ont également donné leurs avis, et les infirmiers coordinateurs et les médecins coordinateurs ont été consultés. Enfin, l'IEFH entretient des contacts permanents avec le terrain et répond aux questions d'actualité. La secrétaire d'État a toujours essayé d'être à l'écoute des difficultés et recommandations pour construire ce texte.

Le financement des soins de santé relevant du projet de loi à l'examen est prévu à l'article 47, § 1^{er}, alinéa 4, du projet de loi. Pour ces soins, le recouvrement intégral des coûts est prévu pour la victime de violences sexuelles. Une liste détaillée des soins visés par cette disposition sera établie par arrêté royal et dans la convention entre le Comité de l'assurance et l'hôpital. Les soins qui ne relèveront pas du champ d'application du projet de loi à l'examen pourront être couverts par le système de remboursement classique de l'assurance obligatoire. Ce principe s'appliquera aussi bien aux victimes mineures qu'aux victimes majeures.

Sages-femmes

Selon l'article 45, § 2, alinéa 2, de la LEPS, les sages-femmes diplômées après le 1^{er} octobre 2018 peuvent travailler dans un CPVS mais seulement pour y réaliser des prestations techniques relevant de l'art infirmier et des actes médicaux qui leur ont été confiés dans le domaine de l'art obstétrical, du traitement de la stérilité, de la gynécologie et de la néonatalogie.

Espaces supplémentaires dans les hôpitaux

Les discussions relatives au budget INAMI concernent également les frais de fonctionnement. En ce qui concerne les équipements techniques et l'espace attribué, le

Werden de financiële noden van die centra bekeken? De spreker wenst dat het RIZIV alles op zich neemt zodat de slachtoffers niets moeten betalen.

Het is belangrijk dat slachtoffers doorverwezen worden naar hiv-referentiecentra. Hoe zit het met de controle op en het opsporen van seksueel overdraagbare aandoeningen?

B. Antwoorden van de staatssecretaris

De staatssecretaris wenst te herhalen dat de juridische verankering van de ZSG gezamenlijk werd ontwikkeld. Ten eerste met een begeleidingscomité bestaande uit juristen, deskundigen en vertegenwoordigers van de gezondheidszorg, justitie en politie. De officiële adviesorganen gaven hun advies, en er werd een consultatie van coördinerende verpleegkundigen en artsen georganiseerd. Tot slot staat het IGVM voortdurend in contact met het veld en geeft het feedback over actuele kwesties. De staatssecretaris heeft geprobeerd te luisteren naar de moeilijkheden en aanbevelingen bij het opstellen van deze tekst.

De financiering van de gezondheidszorg die binnen het kader van dit wetsontwerp valt, steunt op de bepaling in artikel 47, § 1, vierde lid, van het wetsontwerp. Voor dergelijke zorg wordt voorzien in een volledige kostendekking voor het slachtoffer van seksueel geweld. Een meer gedetailleerde oplijsting van welke zorg hieronder zal vallen, zal worden bepaald bij koninklijk besluit en in de overeenkomst tussen het Verzekeringscomité en het ziekenhuis. Zorg die buiten het toepassingsgebied van dit wetsontwerp valt zal kunnen terugvallen op het reguliere terugbetalingssysteem van de verplichte ziekteverzekering. Dat geldt voor zowel de minderjarigen als de meerderjarigen.

Vroedkundigen

Vroedkundigen gediplomeerd na 1 oktober 2018 krachtens artikel 45, § 2, tweede lid van de WUG, kunnen in een ZSG werken, maar kunnen enkel technische verpleegkundige verstrekkingen en toevertrouwde medische handelingen uitvoeren binnen het terrein van de verloskunde, de fertiliteitsbehandeling, de gynaecologie en de neonatalogie, in overeenstemming met de WUG.

Bijkomende ruimtes in ziekenhuizen

De discussies over het RIZIV-budget gaan ook over de werkingskosten. Wat betreft technische uitrusting en toegewezen ruimte, wordt de financiering berekend

financement est calculé en fonction des mètres carrés. Dans le système de financement actuel, le budget dépend de la superficie au sol.

Traces médico-légales

L'hôpital est responsable de la conservation des traces médico-légales collectées. Il peut s'acquitter lui-même de cette tâche ou la confier à un tiers. L'hôpital demeure toutefois responsable de la conservation des traces médico-légales conformément à la loi et doit veiller au respect de ces exigences légales par tout tiers éventuel.

Les traces médico-légales incluent par exemple les vêtements conservés pour des raisons médico-légales. On demande toujours à la victime si elle veut récupérer les traces médico-légales et c'est ce qui arrive en pratique si la victime en fait la demande.

Examen médico-légal

Toute victime est dûment informée du contenu de l'examen médico-légal et du fait qu'elle peut toujours revenir sur son accord en ce qui concerne cet examen.

Les images intimes prises lors de l'examen médico-légal sont jointes au rapport dans une enveloppe scellée. Elles ne peuvent être consultées que par les personnes compétentes ou par les parties de la procédure en cas de réelle nécessité pour le déroulement de la procédure, et seulement avec l'autorisation du magistrat.

INAMI

L'objectif est que le financement INAMI fondé sur des conventions entre le Comité de l'assurance et les hôpitaux participants puisse commencer le 1^{er} janvier 2025. Compte tenu du temps de préparation nécessaire à cette fin, un filet de sécurité a toutefois été prévu à l'article 61 du projet de loi à l'examen. Celui-ci prévoit que l'entrée en vigueur des articles relatifs au financement INAMI pourra être reportée par le Roi jusqu'au 1^{er} janvier 2027 au plus tard. Dans ce cas, le financement du volet relatif à la santé se poursuivra selon le mécanisme actuel dans l'intervalle.

La coopération avec l'INAMI constitue une nouvelle façon de travailler pour l'ensemble des hôpitaux et un appel sera lancé. Les critères sont notamment la continuité des soins et l'expérience avec la police locale et le ministère public.

op basis van vierkante meters. In het huidige financieringssysteem wordt het budget groter als er meer vloeroppervlakte is.

Forensische sporen

Het ziekenhuis is verantwoordelijk voor de bewaring van de verzamelde forensische sporen. Het ziekenhuis kan deze taak zelf uitvoeren of aan een derde partij toevertrouwen. Het ziekenhuis blijft echter verantwoordelijk voor wat wettelijk bepaald is voor het bewaren van forensische sporen en moet ervoor zorgen dat een eventuele derde partij deze wettelijke vereisten naleeft.

Onder de forensische sporen valt bijvoorbeeld ook de kledij die om forensische redenen wordt bewaard. Er wordt steeds gevraagd of men de forensische sporen terug wil krijgen en dat gebeurt ook in de praktijk, als het slachtoffer daar om vraagt.

Forensisch onderzoek

Ieder slachtoffer wordt uitvoerig geïnformeerd over wat een forensisch onderzoek inhoudt en over het feit dat de toestemming tot dat onderzoek altijd kan worden ingetrokken.

De intieme beelden die tijdens het forensisch onderzoek zijn gemaakt, worden in een verzegelde envelop bij het verslag gevoegd. Ze mogen alleen worden geraadpleegd door bevoegde personen of partijen in de procedure als dit strikt noodzakelijk is voor het verloop van de procedure en enkel met toestemming van de magistraat.

RIZIV

Het streefdoel is dat de RIZIV-financiering via overeenkomsten tussen het Verzekeringscomité en de deelnemende ziekenhuizen kan aanvangen vanaf 1 januari 2025. Gelet op de voorbereidingstijd die daarvoor nodig is werd echter wel in een vangnet voorzien bij artikel 61 van dit wetsontwerp, waarbij de inwerkingtreding van de artikelen inzake de RIZIV-financiering via de Koning tot uiterlijk 1 januari 2027 kan worden uitgesteld. Indien dat het geval zal zijn, zal de financiering van het gezondheidsluik in de tussentijd worden voortgezet via het huidige mechanisme.

De samenwerking met het RIZIV betreft een nieuwe manier van werken voor alle ziekenhuizen en er zal een oproep worden gelanceerd. De criteria zijn onder andere continuïteit van zorg en ervaring met de lokale politie en het openbaar ministerie.

Rôle de l'IEFH

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH) a été officiellement désigné le 11 avril 2016 comme étant l'organe responsable de la coordination, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et des mesures belges prises dans le cadre de la Convention d'Istanbul. Cet institut a lancé le projet pilote des CPVS en 2017 et assure, depuis lors, la coordination de ces centres. Le projet de loi à l'examen précise les tâches spécifiques exercées par l'IEFH dans le cadre des CPVS sous l'autorité du ministre compétent pour l'Égalité des genres et en tant qu'organe de coordination visé dans la Convention d'Istanbul. Le projet de loi confirme donc le rôle actuel de l'IEFH, qui inclut la coordination nationale, le contrôle du modèle CPVS et la transmission d'informations entre les CPVS et les partenaires. La secrétaire d'État rappelle toutefois que le projet de loi à l'examen confie à l'INAMI toutes les missions relatives à la sélection, au financement et à l'évaluation des hôpitaux en tant que partenaires des CPVS.

INCC

L'IEFH a confié le traitement des données à l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC). L'INCC analyse les données en se fondant sur ses acquis scientifiques et rédige les rapports chiffrés avec la contribution de l'IEFH. L'INCC bénéficie d'un accès direct aux données pseudonymisées ou anonymisées. L'IEFH peut également demander à l'INCC de réaliser des analyses supplémentaires à propos de certains thèmes. Les relations entre ces instituts sont définies dans un contrat et dans un contrat de traitement des données.

Capacité policière

La police était déjà responsable de la lutte contre les violences sexuelles avant la création des centres de prise en charge des violences sexuelles. Il ne s'agit donc pas d'une nouvelle mission pour la police mais d'une amélioration de la manière dont la problématique sera traitée. Les inspecteurs "violences sexuelles" sont spécialement formés pour ces tâches et une permanence est assurée par arrondissement. Les différentes zones de police coopèrent étroitement pour garantir la capacité policière nécessaire. En ce qui concerne les banques de données policières utilisées, il s'agit des banques utilisées pour établir les procès-verbaux, comme l'ISLP pour la police locale et le système Feedis pour la police fédérale.

De rol van het IGVM

Op 11 april 2016 werd het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen officieel aangesteld als het orgaan dat verantwoordelijk is voor de coördinatie, uitvoering, opvolging en evaluatie van de Belgische beleidslijnen en maatregelen in het kader van het Verdrag van Istanbul. Het Instituut heeft het pilootproject inzake de ZSG in 2017 opgestart en is sindsdien de coördinator van de ZSG. Het voorliggende wetsontwerp specificeert de specifieke taken die het Instituut uitvoert in het kader van de ZSG, onder het gezag van de minister bevoegd voor Gendergelijkheid en als coördinerend orgaan zoals bedoeld in het Verdrag van Istanbul. Het wetsontwerp verankert dus de huidige rol van het Instituut, dat betrekking heeft op zowel de nationale coördinatie, de toezicht op het ZSG-model en de overdracht van informatie tussen de ZSG's en de partners. Echter, de staatssecretaris wenst er ook aan te herinneren dat met dit wetsontwerp alles met betrekking tot de selectie, financiering en evaluatie van ziekenhuizen, als partner in een ZSG, voortaan wordt overgenomen door het RIZIV.

NICC

Het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, het NICC, is aangeduid door het Instituut als verwerker voor de gegevensverwerking. Het NICC voert, vanuit zijn wetenschappelijke achtergrond, de analyses op de gegevens uit en schrijft de cijferrapporten met de input van het Instituut. Het NICC heeft rechtstreeks toegang tot de gepseudonimiseerde of geanonimiseerde gegevens. Het Instituut kan het NICC ook vragen om bijkomende onderzoeken uit te voeren over bepaalde thema's. De relaties tussen de organen zijn vastgelegd in een contract en in een gegevensverwerkingsovereenkomst.

Politiecapaciteit

Voor de oprichting van de Zorgcentra na seksueel geweld was de politie al verantwoordelijk voor de aanpak van seksueel geweld. Dit is dus geen nieuwe taak voor de politie, maar eerder een verbetering van de manier waarop hiermee wordt omgegaan. De inspecteurs seksueel geweld zijn speciaal opgeleid om deze taken uit te voeren en de permanentie wordt verzekerd per arrondissement. De verschillende politiezones werken nauw samen om te zorgen voor de nodige politiecapaciteit. Wat de gebruikte politiedatabanken betreft, gaat het om de databanken die gebruikt worden om processen-verbaal op te stellen, zoals het ISLP en het Feedis-systeem voor de federale politie.

Services du CPVS

La secrétaire d'État souligne qu'aucun service presté dans un CPVS n'est plus important qu'un autre. Tout dépend de ce que la victime souhaite. Les victimes sont totalement libres de choisir les services proposés dans les CPVS dont elles souhaitent bénéficier. Par exemple, toutes les victimes ne souhaitant pas un suivi par la police, elles peuvent choisir de seulement recevoir des soins à l'hôpital. Par ailleurs, certaines victimes n'ont pas besoin de soins.

Arrêtés royaux

Il y a encore beaucoup de choses qui doivent être réglées par arrêtés royaux. Ce sera fait au plus vite.

Soutien au personnel

La secrétaire d'État salue le travail inestimable du personnel des CPVS, les infirmières CPVS, les médecins qui y travaillent, les inspecteurs violences sexuelles, les magistrats de référence et de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Le bien-être du personnel est également très important dans le contexte des CPVS. Des séances d'intervision et de supervision collectives ou individuelles sont organisées pour le personnel soignant. En plus des sessions d'intervision, les infirmiers et psychologues du CPVS peuvent également participer à des sessions de supervision individuelle ou d'équipe avec un superviseur externe.

Notoriété auprès du grand public

Une campagne nationale a été lancée afin de mieux faire connaître les CPVS. L'identification du public cible s'est opérée sur la base de statistiques.

En outre, la secrétaire d'État annonce que le rapport annuel sur les CPVS et leur public cible a été réalisé. Ce rapport annuel est accessible sur le site web de l'IEFH. Un deuxième volet de la campagne sera lancé en 2024, avec comme public cible les personnes vulnérables: les personnes mineures, les jeunes femmes, les personnes migrantes, ...

CPVS d'Eupen

Les contacts avec les acteurs de terrain se poursuivront pour identifier la meilleure manière de renforcer la prise en charge des victimes germanophones de violences sexuelles dans un délai court. La loi permet une flexibilité en fonction des spécificités propres à une région.

ZSG-diensten

De staatssecretaris wil graag benadrukken dat de ene dienstverlening die in een ZSG wordt verleend niet belangrijker is dan een andere. Alles hangt af van wat het slachtoffer wil. Slachtoffers zijn volledig vrij om te kiezen van welke ZSG-diensten ze gebruik willen maken. Niet elk slachtoffer wil bijvoorbeeld politionele opvolging en het slachtoffer kan dus enkel zorg door het ziekenhuis krijgen. Anderzijds heeft niet elk slachtoffer nood aan gezondheidszorg.

Koninklijke besluiten

Er zijn nog veel dingen die bij koninklijk besluit geregeld moeten worden. Dit zal zo snel mogelijk gebeuren.

Ondersteuning van het personeel

De staatssecretaris prijst het onschatbare werk van het personeel in de ZSG's, de ZSG-verpleegkundigen, de artsen die er werken, de inspecteurs seksueel geweld, de referentiemagistraten en het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen. Het welzijn van het ZSG-personeel is ook heel belangrijk. Zo worden voor het zorgpersoneel collectieve en individuele intervisie- en supervisiesessies georganiseerd. Naast die intervisies kunnen verpleegkundigen en psychologen van een ZSG ook individueel of in teamverband supervisies volgen, geleid door een externe supervisor.

Bekendheid bij het grote publiek

Om de ZSG's meer bekendheid te geven werd een nationale campagne gelanceerd. Het doelpubliek van deze campagne werd aan de hand van statistieken geïdentificeerd.

De staatssecretaris deelt daarnaast mee dat een jaarverslag over de ZSG's en hun doelpubliek werd uitgevoerd. Dit jaarverslag is beschikbaar op de website van het IGVM. Een tweede deel van de campagne wordt gelanceerd in 2024 met als doelpubliek minderjarigen, jonge vrouwen, migranten...

ZSG van Eupen

Het overleg met de actoren in het veld gaat voort, om na te gaan wat de beste manier is om Duitstalige slachtoffers van seksueel geweld betere en snellere zorg te bieden. De wet biedt ruimte voor flexibiliteit, in functie van de specifieke kenmerken van een regio.

Article 8

Le ministère public favorise et facilite le fonctionnement du CPVS, comme par exemple en ce qui concerne la réquisition de l'examen médico-légal réalisé au sein de la structure CPVS ou la saisie du rapport de l'examen médico-légal et/ou des traces médico-légales.

Personne de soutien

La victime peut toujours être assistée par une personne de soutien lors de l'accueil dans un CPVS. La personne de soutien est une nouvelle dénomination, propre au contexte du CPVS, et se distingue de "la personne de confiance" au sens de la loi sur les droits du patient. En effet, une personne de soutien a des droits qui lui sont propres, comme le droit à un accompagnement. Très concrètement, une personne de soutien va donc aussi pouvoir bénéficier d'une aide psychologique, voire des conseils à l'accompagnement. Cela s'avère très important d'après les équipes de terrain.

Accès aux données du patient

Il y a une exception sur le principe selon lequel tous les autres professionnels des soins de santé n'ont pas le droit d'accéder aux données contenues dans le dossier du patient qui ne sont pas utiles et pertinentes dans le cadre de la prestation de soins de santé, notamment: ces données sont accessibles aux professionnels des soins de santé travaillant dans d'autres structures CPVS. Si une victime de violences sexuelles s'est d'abord rendue dans une structure CPVS puis dans une autre, parce qu'elle est plus proche de son domicile, les structures CPVS peuvent partager ces données.

Financement des centres

En vue du financement structurel des hôpitaux, l'Institut a évalué les besoins du terrain afin d'en tenir compte dans son développement général. Dans ce contexte, une mesure de la charge de travail a déjà été effectuée auprès des infirmières et des psychologues afin d'identifier l'impact d'une augmentation croissante des victimes. Par ailleurs, une évaluation du forfait médical est en cours. Des moyens supplémentaires ont déjà été prévus ces dernières années pour assurer le financement du personnel de santé.

Le financement de la police par l'intermédiaire de l'Institut sera inscrit dans un arrêté royal. Actuellement, l'Institut conclut un accord avec les zones de police pour leur octroyer des fonds afin de coordonner leurs opérations, leurs interventions, la formation des inspecteurs violences sexuelles, la supervision et l'intervision et

Artikel 8

Het openbaar ministerie bevordert en faciliteert de werking van het ZSG, bijvoorbeeld wat betreft het gelasten van een forensisch onderzoek op de ZSG-afdeling of de inbeslagname van het verslag van het forensisch onderzoek en/of de forensische sporen.

Steunfiguur

Het slachtoffer kan bij het onthaal in een ZSG altijd worden bijgestaan door een steunfiguur. De term "steunfiguur" is een nieuwe benaming die eigen is aan de ZSG-context, en onderscheidt zich van de "vertrouwenspersoon" in de zin van de patiëntenrechtenwet. Een steunfiguur heeft immers eigen rechten, zoals het recht op ondersteuning. Heel concreet kan een steunfiguur dus ook psychologische hulp krijgen, of zelfs advies over ondersteuning. Dit is erg belangrijk volgens de teams op het terrein.

Toegang tot de patiëntengegevens

Er bestaat een uitzondering op het principe dat alle andere gezondheidszorgbeoefenaars niet gerechtigd zijn om inzage te krijgen in de gegevens in het patiëntendossier die niet dienstig of relevant zijn voor het verstrekken van gezondheidszorg, namelijk dat die gegevens wel toegankelijk zijn voor de gezondheidszorgbeoefenaars van andere ZSG-afdelingen. Indien een slachtoffer van seksueel geweld eerst één ZSG-afdeling heeft bezocht en vervolgens een andere, misschien omdat ze dichter bij de woonplaats ligt, dan mogen de ZSG-afdelingen gegevens uitwisselen.

Financiering van de centra

Met het oog op de structurele financiering van de ziekenhuizen heeft het Instituut de noden in het veld geëvalueerd, zodat er rekening mee kan worden gehouden bij de algemene uitbouw ervan. In dat opzicht werd al een werklasmeting gedaan bij de verpleegkundigen en psychologen, teneinde de impact van een voortdurende toename van het aantal slachtoffers in te schatten. Daarnaast wordt het medische forfait momenteel geëvalueerd. De voorbije jaren zijn al extra middelen vrijgemaakt voor de financiering van het zorgpersoneel.

De financiering van de politie via het Instituut wordt in een koninklijk besluit gegoten. Het Instituut maakt nu werk van een overeenkomst met de politiezones omtrent de toekenning van de nodige middelen om hun operaties, hun interventies, de opleiding van inspecteurs seksueel geweld, de supervisie en intervisie en het

l'organisation d'un système de permanence. L'intention est de poursuivre dans cette voie à l'avenir.

Il n'y a pas de financement supplémentaire pour l'Institut. L'Institut reçoit déjà un financement pour la coordination nationale qu'il assure aujourd'hui.

L'IEFH assure des missions importantes reprises dans le projet de loi. Sa valeur ajoutée dans la coordination est reconnue par l'ensemble des acteurs de terrain. Selon la secrétaire d'État et le gouvernement, cette coordination transversale est indispensable. Les rapports, les évaluations, la coordination avec les acteurs de terrain et les journées de concertation sont indispensables pour faire évoluer l'outil, comme on l'a déjà beaucoup fait évoluer jusqu'ici.

Victimes de violences sexuelles avec contact physique

Les services des CPVS s'adressent aux victimes de violences sexuelles avec contact physique pouvant présenter des traces médico-légales. La loi permet donc de délimiter clairement la zone d'intervention du CPVS. Cette précision est nécessaire pour pouvoir garantir une prise en charge ciblée et de qualité aux victimes concernées.

Transport

Afin de faire en sorte que le transport de la victime de violences sexuelles en phase aiguë soit aussi discret que possible et de minimiser la détresse de la victime, ce transport a lieu si possible dans un véhicule banalisé des services de police.

Accessibilité

Les CPVS doivent en effet être discrètement accessibles pour les victimes. En d'autres termes, celles-ci ne doivent pas d'abord se présenter à l'accueil général de l'hôpital avant de se rendre au CPVS.

Assistance linguistique

Le projet de loi prévoit différentes possibilités permettant à la victime d'être assistée dans une langue qu'elle comprend. La victime peut donc non seulement venir avec son propre interprète, mais aussi faire appel à un interprète assermenté si celui-ci est présent lors de l'audition ou, le cas échéant, à un tiers.

La collecte de données

À partir du moment où une victime se rend dans un CPVS, tout tourne autour de ses choix, son autonomie et

opzetten van een permanentiesysteem naar behoren te coördineren. Het plan is om ook in de toekomst op die weg voort te gaan.

Het Instituut krijgt geen extra middelen. Het wordt al gefinancierd voor zijn huidige nationale-coördinatieopdracht.

Het wetsontwerp deelt belangrijke taken toe aan het IGVM. Alle actoren in het veld erkennen de meerwaarde van het Instituut in de coördinatie. Volgens de staatssecretaris en de regering is deze transversale coördinatie essentieel. De rapporten, de evaluaties, de coördinatie met de verschillende actoren op het terrein en de overlegdagen zijn essentieel om het model te laten evolueren. Zo is het model al veel geëvolueerd in de afgelopen tijd.

Hands-on seksueel geweld

De ZSG's richten hun diensten op slachtoffers van *hands-on* seksueel geweld, waarbij forensische sporen gevonden kunnen worden. De wet bakt op die manier duidelijk het werkingsgebied van de ZSG af. Dit is nodig om aan de beoogde slachtoffers een gerichte en kwaliteitsvolle opvang te kunnen garanderen.

Transport

Om het transport van het slachtoffer van acuut seksueel geweld zo onopvallend mogelijk te maken en het slachtoffer zo weinig mogelijk te verontrusten, vindt dit transport indien mogelijk plaats in een geanonimiseerd voertuig van de politiediensten.

Toegankelijkheid

De ZSG's moeten inderdaad discreet toegankelijk zijn voor slachtoffers. Dit betekent dat ze zich niet eerst bij het algemene onthaal van het ziekenhuis moeten aanmelden om naar een ZSG te gaan.

Taal

Het wetsontwerp voorziet in verschillende mogelijkheden om toe te laten dat het slachtoffer bijgestaan wordt in een taal die zij of hij begrijpt. Zo kan een beroep gedaan worden op een eigen tolk, maar ook op een beëdigd tolk als die aanwezig is voor het verhoor, of op een derde indien nodig.

Gegevensverzameling

Vanaf het moment dat een slachtoffer naar een ZSG gaat, draait alles om zijn of haar keuzes, autonomie

à son rythme. Lorsqu'une victime s'adresse à un CPVS, elle ne sera naturellement pas assaillie de questions d'ordre technique ou administratif. Il est néanmoins possible que la victime communique d'emblée des éléments essentiels. Ceux-ci peuvent s'avérer essentiels pour la suite de l'enquête. C'est pourquoi il est prévu que l'infirmier CPVS note directement, de manière très descriptive, factuelle, ce qui a été dit, parce que cela peut être important pour la suite de l'enquête.

L'infirmier CPVS

On entend par "infirmier CPVS" toute personne compétente à exercer l'art infirmier en vertu de l'article 45 de la LEPS. Cette notion comprend différents profils de professionnels des soins de santé, tels que les infirmiers responsables des soins généraux, les assistants en soins infirmiers et les sages-femmes. Ces professionnels des soins de santé ne disposent cependant pas tous des mêmes compétences. L'assistant en soins infirmiers ne peut, par exemple, intervenir de manière autonome que dans une situation moins complexe. Par conséquent, il importe de tenir compte de la situation sur le terrain et d'assurer que tout professionnel respecte les limites de ses compétences.

Le terme "infirmier CPVS" ne crée pas un nouveau titre professionnel spécial, ni une nouvelle compétence professionnelle. L'arrêté royal précise davantage la formation.

Budget par CPVS

Le fonctionnement d'un CPVS coûte environ deux millions d'euros en fonction du mode de financement actuel. Ce montant couvre le financement du personnel, des soins et des opérations hospitalières et policières, ainsi que la fourniture d'équipements (médico-légaux et techniques) et la coordination nationale. Les trois nouveaux centres bénéficieront du même financement dans le cadre du système actuel. Actuellement, le financement par CPVS est compris aussi entre 2 et 3 millions d'euros en fonction de sa taille.

Délai de conservation des traces médico-légales

Les mineurs sont soumis à un délai de conservation des traces médico-légales plus long que les adultes pour plusieurs raisons.

Premièrement, les faits de violences sexuelles commis sur des mineurs sont imprescriptibles. Des recherches ont montré qu'il n'est pas rare que des personnes victimes de violences sexuelles pendant leur minorité décident finalement, plus tard dans leur vie, de porter plainte. Chez les jeunes mineurs, la décision de porter plainte ou non

en tempo. Wanneer een slachtoffer zich aanmeldt bij een ZSG, zal zij of hij uiteraard niet overspoeld worden met technische of administratieve vragen. Maar het is mogelijk dat het slachtoffer vanaf het begin essentiële elementen meedeelt. Deze kunnen belangrijk zijn voor het verdere onderzoek. Daarom wordt voorzien dat de ZSG-verpleegkundige direct noteert wat er gezegd is, op een zeer beschrijvende, feitelijke manier, omdat dit belangrijk kan zijn voor het verdere onderzoek.

ZSG-verpleegkundige

De definitie van "ZSG-verpleegkundige" omvat alle personen die bevoegd zijn om verpleegkunde uit te oefenen volgens artikel 45 van de WUG. Dit omvat verschillende soorten zorgverleners, bijvoorbeeld verpleegkundigen verantwoordelijk voor algemene zorg, basisverpleegkundigen en vroedvrouwen. Deze zorgverleners hebben echter niet allemaal dezelfde bevoegdheden. De basisverpleegkundige kan bijvoorbeeld alleen autonoom tussenkomen in een minder complexe situatie. Men moet dus kijken naar de situatie ter plaatse en iedereen moet binnen de grenzen van zijn bevoegdheid blijven.

De term "ZSG-verpleegkundige" maakt geen nieuwe bijzondere beroepstitel of beroepsbekwaamheid uit. In het koninklijk besluit wordt de opleiding nader bepaald.

Budget per ZSG

De werking van een ZSG kost ongeveer 2 miljoen euro, naargelang van de gehanteerde financieringsmethode. Dat bedrag dient om het personeel, de zorg, de ziekenhuis- en politieactiviteiten, alle forensische en technische uitrusting en de nationale coördinatie te bekostigen. Binnen het huidige systeem zullen de drie nieuwe centra dezelfde financiering krijgen. Op dit moment bedraagt de financiering per ZSG ook tussen de 2 en 3 miljoen euro, afhankelijk van de grootte.

Bewaartermijn van forensische sporen

De bewaartermijn van de forensische sporen is om een aantal redenen langer voor minderjarigen dan voor volwassenen.

Ten eerste verjaren de feiten van seksueel geweld gepleegd op minderjarigen niet. Uit onderzoek is gebleken dat wie op minderjarige leeftijd slachtoffer wordt van seksueel geweld niet zelden op latere leeftijd beslist om alsnog klacht neer te leggen. Bij jonge minderjarigen wordt de beslissing om al dan niet klacht neer te leggen

est prise à leur place. Au cours de la vie, le traumatisme des abus subis dans l'enfance peut refaire surface. À ce moment-là, il devrait être possible de prendre une décision mûrement réfléchie quant au fait de porter plainte ou non. Grâce à cette période de conservation plus longue, les preuves seront encore disponibles à ce moment-là, ce qui ne serait pas le cas si les preuves étaient déjà détruites après plusieurs mois ou années.

Deuxièmement, il existe des limites à ce qui peut être conservé par les hôpitaux à long terme. Les dossiers des victimes mineures présentent un taux de dépôt de plainte plus élevé que celui des victimes majeures. Par conséquent, le stockage supplémentaire de traces médico-légales de victimes majeures aurait un impact significatif sur la capacité que l'hôpital devrait fournir. Cette capacité est disproportionnée par rapport au nombre de plaintes, lesquelles sont, selon l'étude d'évaluation, déposées après six mois, soit moins d'un pour cent.

Inspecteurs "violences sexuelles"

Les permanences des inspecteurs "violences sexuelles" s'opèrent par arrondissement et reposent sur la coopération entre les différentes zones de police. L'IEFH ainsi que les coordinateurs de police travaillent afin que chaque zone de police dispose d'inspecteurs formés, notamment grâce au financement qui est prévu. Il relève de la responsabilité des chefs de corps d'organiser leur corps de police.

Auditions TAM

Pour réaliser des auditions TAM dans les CPVS, il faut des infrastructures et donc de la place disponible au sein des CPVS, des dispositions techniques et du personnel habilité à procéder à des auditions TAM. Les CPVS ayant fait la demande pour obtenir des locaux d'audition TAM sont ceux de Bruxelles, de Charleroi, de Flandre occidentale (Roulers), du Limbourg (Genk) et de Louvain. La secrétaire d'État encourage tous les CPVS à faire le nécessaire pour avoir des locaux d'audition TAM, car l'idéal est que ce soit disponible dans tous les centres tout en respectant le rythme de fonctionnement des CPVS.

Centres VIH

Il y a en effet une collaboration prévue avec les centres VIH, avec un détachement possible (et financé) de médecins de ces centres VIH au sein des CPVS, lorsque ces centres VIH ne sont pas au même endroit que le CPVS. Concernant le dépistage des IST, cela est réalisé dès l'admission d'une victime par l'infirmier légiste dès qu'il y a des indications pour le faire. Le suivi est ensuite

pour hen genomen. Op latere leeftijd kan het trauma van kindermisbruik opnieuw naar boven komen. Op dat moment moet de mogelijkheid er zijn om zelf een weloverwogen beslissing te nemen om al dan niet een klacht in te dienen. Door de lange bewaartermijn van de gegevens zal het bewijsmateriaal dan nog steeds beschikbaar zijn. Dat zou niet het geval zijn indien het bewijsmateriaal reeds na enkele maanden of jaren zou worden vernietigd.

Daarnaast zijn er grenzen aan wat ziekenhuizen langdurig kunnen bewaren. Bij dossiers van minderjarige slachtoffers is het percentage klachtneerlegging hoger dan bij meerderjarige slachtoffers. Het bijkomend bewaren van de forensische sporen van meerderjarigen zou bijgevolg een aanzienlijke impact hebben op de capaciteit die het ziekenhuis zou moeten uittrekken. Deze capaciteit staat niet in verhouding tot het aantal klachten, dat volgens de evaluatiestudie, na zes maanden wordt neergelegd, namelijk minder dan 1 %.

Inspecteurs seksueel geweld

De permanentiedienst van de inspecteurs seksueel geweld wordt per arrondissement geregeld en hangt af van de samenwerking tussen de verschillende politiezones. Het IGVM en de politiecoördinatoren leveren het nodige werk opdat elke politiezone beschikt over opgeleide inspecteurs, meer bepaald dankzij de toegewezen financiering. Het is aan de korpschefs om hun politiekorps te organiseren.

TAM-verhoren

Om TAM-verhoren te kunnen afnemen binnen de ZSG's, is er infrastructuur en dus plaats nodig. Daarnaast moeten ook de nodige technische afspraken worden gemaakt en moeten opgeleide TAM-verhoorders beschikbaar zijn. Volgende ZSG's hebben een verzoek voor TAM-verhoorruimtes ingediend: Brussel, Charleroi, West-Vlaanderen (Roeselare), Limburg (Genk) en Leuven. De staatssecretaris moedigt alle ZSG's aan de nodige inspanningen te leveren om TAM-verhoorruimtes in te richten, want idealiter komen die er in alle centra, rekening houdend met het werkingsritme van de ZSG's.

Hiv-referentiecentra

Er wordt inderdaad ingezet op samenwerking met de hiv-referentiecentra, met de mogelijkheid om artsen van die centra (gefinancierd) uit te sturen naar de ZSG's wanneer die zich op een andere locatie bevinden. Als daar aanleiding toe is, wordt een soatest afgenomen door de forensisch verpleegkundige, weliswaar pas zodra het slachtoffer daarvoor de toestemming geeft. Het ZSG

assuré au sein du CPVS et par le centre de référence VIH. Tout cela fait partie du forfait pour la victime et de la convention INAMI avec les centres de référence VIH, et est donc gratuit pour la victime.

Conclusion

La secrétaire d'État conclut en indiquant qu'il reste des efforts à fournir à cet égard. Ce gouvernement a néanmoins fait preuve de beaucoup d'ambition dans la lutte contre toutes les formes de violences et, en particulier, contre les violences sexuelles. Le prochain gouvernement belge devra poursuivre ce travail, mais les fondements sont désormais posés.

L'aide juridique doit être la plus accessible et disponible possible pour les victimes. Un projet pilote est en cours, en collaboration avec le barreau de Bruxelles.

On s'attaque à une montagne. Peut-être 13 ou 14 CPVS ne suffisent pas. La loi offre dès lors la possibilité d'ouvrir d'autres CPVS si le besoin se présente dans certaines régions. Ces CPVS doivent travailler le plus efficacement possible pour les équipes sur place. Leur localisation proche d'un hôpital est importante pour les cas où des soins supplémentaires urgents s'avèrent nécessaires.

Évidemment, les recommandations de la Commission sur les abus sexuels au sein de l'église seront lues avec intérêt. Pour le suivi des victimes historiques, la question se pose de savoir si les CPVS sont les plus appropriés. Les CPVS constituent une structure très efficace qui fonctionne selon des besoins spécifiques en phase aiguë. La secrétaire d'État souligne qu'aucune personne qui entre dans un CPVS, même si elle n'est pas en phase aiguë, ne se verra privée d'un soutien, d'une aide, d'un conseil ou d'une réorientation. Toute personne qui entre dans un CPVS aura à un moment donné un entretien avec une personne qui pourra la rediriger et lui proposer d'autres services.

On voit que les équipes sont extrêmement à l'écoute des victimes et vont en permanence chercher l'accompagnement le plus approprié pour cette personne.

Intégrer les victimes historiques dans un CPVS n'est pas envisageable. Toutefois, la méthode est très riche, notamment en raison de deux éléments: premièrement, le caractère multidisciplinaire et deuxièmement la place de la victime. La victime est autonome et peut elle-même décider de ses besoins et de ses souhaits. Elle décide de ce dont elle a besoin, quand et comment elle en a besoin. Ces éléments-là pourraient évidemment être repris dans d'autres dispositifs futurs.

en het hiv-referentiecentrum doen de verdere follow-up. Dat valt allemaal binnen het slachtofferforfait en binnen de RIZIV-overeenkomst met de hiv-referentiecentra en kost het slachtoffer dus niets.

Conclusie

De staatssecretaris geef tot besluit aan dat het werk nog niet af is. Deze regering heeft echter veel ambitie getoond voor de strijd tegen alle vormen van geweld, seksueel geweld in het bijzonder. De volgende regeringen van ons land zullen het werk moeten voortzetten, maar de basis is alvast gelegd.

Juridische bijstand moet zo toegankelijk en beschikbaar mogelijk zijn voor slachtoffers. Er loopt momenteel een proefproject in samenwerking met de balie van Brussel.

We staan voor een berg werk. 13 of 14 ZSG's zullen misschien niet volstaan. De wet laat daarom de deur open om andere ZSG's te openen als dat in bepaalde regio's nodig is. Deze ZSG's moeten zo efficiënt mogelijk werken voor de teams ter plaatse. Het feit dat ze zich dicht bij een ziekenhuis bevinden, is vooral belangrijk in gevallen waar dringend extra zorg nodig is.

Natuurlijk zullen de aanbevelingen van de Commissie rond seksueel misbruik in de kerk met belangstelling worden gelezen. Voor de opvolging van historische slachtoffers rijst de vraag of de ZSG's daarvoor het meest geschikt zijn. Een ZSG is een zeer effectieve structuur die werkt op basis van specifieke behoeften in de acute fase. De staatssecretaris benadrukt dat niemand die een ZSG binnenkomt, ook al bevindt die zich niet in de acute fase, ooit verstoken zal blijven van steun, hulp, advies of heroriëntatie. Iedereen die een ZSG binnenkomt, zal op een bepaald moment een gesprek hebben met iemand die haar of hem kan doorverwijzen en andere diensten kan voorstellen.

We zien dat de teams extreem veel aandacht hebben voor slachtoffers en voortdurend op zoek zijn naar de beste manier om deze personen te begeleiden.

Het zou teveel zijn om historische slachtoffers in een ZSG op te vangen. Echter, de methode is zeer rijk, vooral door twee elementen: ten eerste het multidisciplinaire karakter en ten tweede de plaats van het slachtoffer. Slachtoffers zijn autonoom en kunnen zelf bepalen wat ze nodig hebben en wat ze willen. Ze beslist zelf wat ze nodig heeft, wanneer en hoe ze het nodig heeft. Deze elementen kunnen uiteraard overgenomen worden in andere toekomstige initiatieven.

C. Répliques et réponse complémentaire

Mme Dominiek Sneppe (VB) apprend que rien ne sera jamais fait contre la volonté de la victime. Mais qu'en est-il si la victime demande l'arrêt de la procédure? Les traces médico-légales peuvent-elles, dans ce cas, être détruites ou sont-elles, malgré tout, conservées "par précaution"?

La secrétaire d'État indique que la victime peut toujours demander la destruction des traces médico-légales.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article fixe le fondement constitutionnel de la compétence.

Il ne donne lieu à aucune observation.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

Art. 2 à 12

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Les articles 2 à 12 sont successivement adoptés à l'unanimité.

Art. 13

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

L'article 13 est adopté par 13 voix et 2 abstentions.

Art. 14 à 16

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Les articles 14 à 16 sont successivement adoptés à l'unanimité.

Art. 17

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

C. Replieken en bijkomend antwoord

Mevrouw Dominiek Sneppe (VB) verneemt dat er nooit iets tegen de wil van het slachtoffer zal worden gedaan. Maar wat als het slachtoffer vraagt dat de procedure wordt stopgezet? Kunnen de forensische sporen dan worden vernietigd, of worden ze dan toch "voor de zekerheid" bewaard?

De staatssecretaris geeft aan dat het slachtoffer altijd kan vragen om forensische sporen te laten vernietigen.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel bepaalt de constitutionele bevoegdheidsgrondslag.

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Art. 2 tot 12

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

De artikelen 2 tot 12 worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Art. 13

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 13 wordt aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 14 tot 16

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

De artikelen 14 tot 16 worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Art. 17

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

L'article 17 est adopté par 13 voix et 2 abstentions.

Artikel 17 wordt aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 18 et 19

Art. 18 en 19

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Les articles 18 et 19 sont successivement adoptés à l'unanimité.

De artikelen 18 en 19 worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Art. 20

Art. 20

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

L'article 20 est adopté par 13 voix et 2 abstentions.

Artikel 20 wordt aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 21 et 22

Art. 21 en 22

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Les articles 21 et 22 sont successivement adoptés à l'unanimité.

De artikelen 21 en 22 worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Art. 23

Art. 23

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

L'article 23 est adopté par 13 voix et 2 abstentions.

Artikel 23 wordt aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 24 à 28

Art. 24 tot 28

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Les articles 24 à 28 sont successivement adoptés à l'unanimité.

De artikelen 24 tot 28 worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

Art. 29

Art. 29

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

L'article 29 est adopté par 13 voix et 2 abstentions.

Artikel 29 wordt aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 30

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

L'article 30 est adopté à l'unanimité.

Art. 31

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

L'article 31 est adopté par 13 voix et 2 abstentions.

Art. 32 à 61

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation.

Les articles 32 à 61 sont successivement adoptés à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel que corrigé sur le plan légistique, est adopté, par vote nominatif, par 13 voix et 2 abstentions.

Résultat du vote nominatif:

Ont voté pour:

Ecolo-Groen: Séverine de Laveleye, Sarah Schlitz, Kathleen Pisman;

PS: Laurence Zanchetta, Hugues Bayet;

VB: Steven Creyelman, Dominiek Sneppe;

MR: Caroline Taquin, Mathieu Bihet;

cd&v: Nawal Farih;

PVDA-PTB: Greet Daems;

Open Vld: Katja Gabriëls;

Vooruit: Karin Jiroflée.

Ont voté contre: nihil.

Art. 30

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 30 wordt eenparig aangenomen.

Art. 31

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 31 wordt aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 32 tot 61

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

De artikelen 32 tot 61 worden achtereenvolgens eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele wetgevingstechnisch verbeterde wetsontwerp wordt bij naamstemming aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

Het resultaat van de naamstemming is als volgt:

Hebben voorgestemd:

Ecolo-Groen: Séverine de Laveleye, Sarah Schlitz, Kathleen Pisman;

PS: Laurence Zanchetta, Hugues Bayet;

VB: Steven Creyelman, Dominiek Sneppe;

MR: Caroline Taquin, Mathieu Bihet;

cd&v: Nawal Farih;

PVDA-PTB: Greet Daems;

Open Vld: Katja Gabriëls;

Vooruit: Karin Jiroflée.

Hebben tegengestemd: nihil.

Se sont abstenues:

N-VA: Mieke Claes, Frieda Gijbels.

La rapporteure,

Séverine de Laveleye

La présidente,

Kathleen Pisman (a.i.)

Hebben zich onthouden:

N-VA: Mieke Claes, Frieda Gijbels.

De rapportrice,

Séverine de Laveleye

De voorzitter,

Kathleen Pisman (a.i.)